

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1423

30 juin 2011

### SOMMAIRE

3V Invest Swiss Small & Mid Cap .....	68279	Deka-OptiRent 2y .....	68298
Actavis New S.à r.l. ....	68302	Deka-OptiRent 2y (II) .....	68297
Association culturelle d'Azerbaïdjan à Lu- xembourg « KARABAGH » .....	68286	Deka-OptiRent 5y .....	68298
Beta Lux Selection .....	68261	Deka-WorldGarant 2 .....	68278
Cardif Lux International .....	68293	Deka-WorldGarant 2/2012 .....	68278
Colcos S.A. ....	68258	Deka-WorldTopGarant 1 .....	68286
DEICHTHAL Spf S.A. ....	68260	Deka-ZielGarant .....	68292
Deka: .....	68304	Enovos Luxembourg S.A. ....	68297
Deka-BF EuroRenten Total Return .....	68304	Fin.Bra. S.A. ....	68299
Deka-Commodities .....	68301	Fortis Luxembourg-Vie S.A. ....	68293
Deka-ConvergenceAktien .....	68296	Hermes Investment Fund .....	68260
Deka-ConvergenceRenten .....	68301	Hutchison 3G Italy Investments S.à r.l. ...	68284
Deka-CorporateBond Euro .....	68278	Immobilière Ciel S.A. ....	68258
Deka-CorporateBond High Yield Euro ...	68286	ING Lease Luxembourg .....	68280
Deka-EuroGarant 2 .....	68296	Inventive Vehicles Industries S.A. ....	68276
Deka-EuroStocks .....	68279	Lactinvest S.A. ....	68258
Deka-KickGarant 2006 .....	68301	Lglobal Funds .....	68262
DekaLux-Deutschland .....	68279	Magdis Lux S.A. ....	68276
DekaLux-GlobalResources .....	68292	Mytaluma S.A. ....	68259
DekaLux-Japan .....	68296	Osdi .....	68259
DekaLux-MidCap .....	68299	Overseas Finance & Trade Holding S.A. .....	68276
DekaLux-Pazifik .....	68292	Research & Development International S.A., SPF .....	68261
DekaLux-PharmaTech .....	68292	Rispoll Investment S.A. ....	68259
DekaLuxTeam-EM Bond .....	68286	Self Service Böschendall .....	68293
DekaLuxTeam-EmergingMarkets .....	68279	Société Luxembourgeoise d'Investisse- ments et de Participations .....	68261
DekaLuxTeam-GlobalSelect .....	68304	VIRGIAN TRUST HOLDING Spf S.A. ...	68260
Deka-MiddleEast and Africa .....	68278		
Deka-OptiRent 1+y .....	68279		

**Lactinvest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 50.997.

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie en date du 24 juin 2011 n'ayant pu délibérer valablement sur le point de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra le 11 août 2011 à 11h00 au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales,

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011088677/755/17.

---

**Immobilière Ciel S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 98.641.

Les actionnaires sont convoqués à une deuxième

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le lundi 18 juillet 2011 à 13.00 heures à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

- Décision sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Une première assemblée générale a été tenue le 9 juin 2011, les conditions de quorum de présence requises par l'article 67-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales afin de délibérer sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la même loi n'ont pas été remplies. En conséquence, cette assemblée pourra délibérer valablement sur le point de l'ordre du jour quelle que soit la portion du capital représentée.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011081034/29/18.

---

**Colcos S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 90.548.

Les actionnaires sont convoqués à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le lundi 11 juillet 2011 à 13.00 heures à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2010.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Divers.

*Le conseil d'administration.*

Référence de publication: 2011084845/29/17.

---

**Osdi, Société Anonyme Holding (en liquidation).**

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.

R.C.S. Luxembourg B 13.416.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra le 12.07.2011 à 8.30 heures au 4, rue Tony Neuman, L-2241 Luxembourg et qui aura pour ordre du jour:

*Ordre du jour:*

- rapport du commissaire à la vérification de la liquidation
- décharge du liquidateur et du commissaire à la vérification de la liquidation
- clôture de la liquidation
- indication de l'endroit où les livres et documents sociaux devront être déposés et conservés pendant cinq ans à partir du jour de la liquidation

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011084848/560/17.

---

**Mytaluma S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 29.204.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le 11 juillet 2011 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 mars 2011, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 mars 2011.
4. Divers.

*LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.*

Référence de publication: 2011084862/1023/16.

---

**Rispoll Investment S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 64.816.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 11 juillet 2011 à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2010.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Décharge à l'administrateur démissionnaire, Mme Audrey THONUS, pour l'exercice de son mandat.
6. Ratification de la cooptation de Mme Virginie DOHOGNE comme administrateur décidée par les administrateurs restants le 13 janvier 2011 et nomination de Mme Virginie DOHOGNE comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2013.
7. Divers.

*Le conseil d'administration.*

Référence de publication: 2011084849/29/20.

---

**DEICHTHAL Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 24.142.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra extraordinairement le 8 juillet 2011 à 9 heures au siège social de la société.

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes,
2. Approbation du bilan et comptes de profits et pertes au 31/12/2010,
3. Affectation du résultat,
4. Décharge aux Administrateurs et Commissaire aux Comptes,
5. Reconduction des mandats des Administrateurs,
6. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011084859/803/17.

---

**VIRGIAN TRUST HOLDING Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 34.686.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra extraordinairement le 8 juillet 2011 à 11.00 heures au siège social de la société.

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes,
2. Approbation des bilan et comptes de profits et pertes au 31/12/2010,
3. Affectation du résultat,
4. Décharge aux Administrateurs et Commissaire aux Comptes,
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011084864/803/16.

---

**Hermes Investment Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 26, avenue de la Liberté.  
R.C.S. Luxembourg B 113.228.

The shareholders of Hermes Investment Fund (the "Company") are invited to attend the

**ANNUAL GENERAL MEETING**

of shareholders which will be held at the Company's registered office at 26, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg on 8 July 2010 at 2.00 p.m. CET with the following agenda:

*Agenda:*

1. Presentation of the report of the Board of Directors and the report of the Approved Statutory Auditor for the financial year ended 31 March 2011;
2. Approval of the audited annual accounts for the financial year ended 31 March 2011;
3. Allocation of results;
4. Discharge to the Directors of the Company with respect to the performance of their duties for the financial year ended 31 March 2011;
5. Appointment of the Directors and the Approved Statutory Auditor;
6. Miscellaneous.

The resolutions will be passed by a simple majority vote of the votes cast.

The shareholders who cannot be present at the annual general meeting and wish to be represented are entitled to appoint a proxy to vote on their behalf. A proxy holder does not need to be a shareholder of the Company. To be valid the form of the proxy, which is enclosed, must be completed and received at the registered office of the Company (to

the attention of the Board of Directors) by fax (+352 - 404 770 387) or mail not later than twenty-four hours before the annual general meeting.

THE BOARD OF DIRECTORS.

Référence de publication: 2011084165/1965/26.

---

**Research & Development International S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 34.823.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à  
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE  
qui aura lieu le *11 juillet 2011* à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2010, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2010.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2011084863/1023/17.

---

**SOCLINPAR S.A., Société Luxembourgeoise d'Investissements et de Participations, Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 16.980.

Les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra extraordinairement au siège social de la société en date du *11 juillet 2011* à 10.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Présentation et acceptation du rapport de gestion du Conseil d'Administration
2. Présentation et acceptation du rapport du Commissaire aux Comptes
3. Présentation et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2010
4. Affectation du résultat
5. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
6. Divers

Les dépôts d'actions en vue de cette Assemblée seront reçus jusqu'au 4 juillet 2011 aux guichets de BGL BNP PARIBAS S.A., 14, rue Aldringen, Luxembourg, ainsi qu'au siège social.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2011084152/802/21.

---

**Beta Lux Selection, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 79.324.

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

des actionnaires de Beta Lux Selection (la "Société") se tiendra au siège social de la Société en date du *8 juillet 2011* à 15 heures afin de considérer et de voter sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Mise en liquidation de la Société
2. Nomination de la société BDO Tax & Accounting, représentée par M. Pierre Lentz et M. Murad Ikhtiar comme liquidateur de la Société.
3. Divers

Pour pouvoir assister ou être représentés à l'Assemblée Générale, les propriétaires d'actions au porteur devront faire part de leur désir d'assister à l'Assemblée et sont priés de déposer leurs actions, cinq jours francs au moins avant l'Assemblée, aux guichets de l'agent chargé du service financier, tel que mentionné dans le prospectus.

Les actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, cinq jours francs au moins avant l'Assemblée, fait connaître leur intention de prendre part à l'Assemblée.

Nous portons à votre attention le fait que l'assemblée ne pourra valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour que si cinquante pour cent au moins des actions émises de la Société sont présentes ou représentées à l'assemblée. En outre, les résolutions, pour être valables, devront réunir deux tiers des votes des actions présentes ou représentées.

*Pour le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011084858/755/23.

---

### **Lglobal Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 160.733.

#### — STATUTES

In the year two thousand and eleven, on the third day of May.

Before us, Maître Blanche MOUTRIER, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

LION GLOBAL INVESTORS LIMITED, having its registered office at One George Street, #08-01, Singapore 049145, represented by Caroline Weber, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 26 April 2011.

The proxy given, signed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a société anonyme which it intends to incorporate in Luxembourg:

#### ARTICLES OF INCORPORATION

**Art. 1.** There exists among the subscriber and all those who may become holders of shares a company in the form of a "société anonyme" qualifying as a "société d'investissement à capital variable" under the name of "LGLOBAL FUNDS" (the "Company").

**Art. 2.** The Company is established for an unlimited period. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation unless otherwise provided for by applicable laws (the "Articles").

**Art. 3.** The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities of any kind and other permitted assets with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company may take any measures and carry out any operations which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by Part I of the law of 20 December 2002 regarding collective investment undertakings, as amended (the "Law") (as from 1 July 2011, the reference to the «Law» shall be deemed to be a reference to the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment).

The Company qualifies as an undertaking for collective investment in transferable securities ("UCITS").

**Art. 4.** The registered office of the Company is established in Hesperange, in the Grand Duchy of Luxembourg. Wholly-owned subsidiaries, branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors of the Company (collectively referred to as the "Board" or the "Directors" and individually referred to as a "Director"). If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the Board may transfer the registered office of the Company to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg.

In the event that the Board determines that extraordinary political, economical, social or military developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

**Art. 5.** The capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company as defined in Article 23 hereof taking however into account cross-investments between classes (where applicable).

The capital subscribed must reach the equivalent of one million two hundred fifty thousand Euro (EUR 1,250,000) within a period of six (6) months following the authorisation of the Company.

The minimum capital of the Company shall be the minimum prescribed by Luxembourg law.

The Board is authorized without limitation to issue fully paid shares at any time in accordance with Article 24 without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscription of the shares to be issued. The Board may delegate to any duly authorized Director or officer of the Company or to any other duly authorized person, the duty of accepting subscriptions and/or delivering and receiving payment for such new shares, remaining always within the limits imposed by the Law.

Such shares may, as the Board shall determine, be of different classes corresponding to separate segregated compartments in accordance with the provisions of the Law and the proceeds of the issue of each class of shares shall be invested pursuant to Article 3 herein in securities or other assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of securities or other assets, or with such other specific features as the Board shall from time to time determine in respect of each class of shares.

Within each such class of shares (having a specific investment policy), further sub-classes having specific sale, redemption or distribution charges and specific income distribution policies or any other features may be created as the Board may from time to time determine and as disclosed in the sales documents of the Company. For the purpose of these Articles, any reference hereinafter to "class of shares" shall also mean a reference to "sub-class of shares" unless the context otherwise requires.

The different classes of shares may be denominated in different currencies to be determined by the Board provided that for the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each class shall, if not denominated in USD, be converted into USD and the capital shall be the aggregate of the net assets of all the classes taking however into account cross-investments between classes (where applicable). The Company shall prepare consolidated accounts in USD.

A general meeting of holders of shares of a class, deciding without quorum and with a simple majority of the votes cast, may reduce the capital of the Company by cancellation of the shares of such class and refund to the holders of shares of such class the full Net Asset Value of the shares of such class as at the date of distribution.

Such a class meeting may also resolve to split or to consolidate the shares of a given class.

The Board may, subject to regulatory approval, decide to proceed with the compulsory redemption of a class of shares and its liquidation, if the Net Asset Value of the shares of such class falls below the amount of USD 10 million or its equivalent in another currency, or such other amount as may be determined by the Board from time to time to be the minimum level for assets of such class to be operated in an economically efficient manner and as disclosed in the sales documents of the Company, or if any economic or political situation would constitute a compelling reason for such redemption, or if required by the interests of the shareholders of the relevant class.

Any assets not distributed to their beneficiaries upon the close of the liquidation of any class of shares will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of their beneficiaries.

As from 1 July 2011, the provisions of the Luxembourg law of 17 December 2010 concerning undertakings for collective investment and any implementing regulation shall apply to any merger of classes. From the incorporation of the Company, any merger of a class of shares shall be decided by the Board unless the Board decides to submit the decision for a merger to a meeting of shareholders of the class of shares concerned. No quorum is required for this meeting and decisions are taken by the simple majority of the votes cast. In case of a merger of a class of shares where, as a result, the Company ceases to exist, the merger shall be decided by a meeting of shareholders resolving in accordance with the quorum and majority requirements for amending these Articles.

**Art. 6.** The Company will in principle issue shares in registered form only. The Company reserves however the right to issue bearer shares. In the case of bearer shares, the Company may consider the bearer, and in the case of registered shares, the Company shall consider the person in whose name the shares are registered in the register of shareholders of the Company (the "Register of Shareholders"), as full owner of the shares. The Company shall be entitled to consider any right, interest or claim of any other person in or upon such shares to be non-existing, provided that the foregoing shall deprive no person of any right which it might properly have to request a change in the registration of its shares. In respect of bearer shares only, certificates will be issued in such denominations as the Board shall decide. If a bearer shareholder requests the exchange of his certificates for certificates in other denominations or the conversion into registered shares, no cost will be charged to him. In the case of registered shares, a shareholder will receive a confirmation of his shareholding. Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and subject to payment of the price as set out in Article 24 herein. The subscriber will, without undue delay, obtain delivery of definitive share certificates or a confirmation of his shareholding, as may be applicable in the circumstances.

Payments of dividends will be made to shareholders, in respect of registered shares, by bank transfer or by cheque mailed at their mandated addresses in the Register of Shareholders or to such other address as given to the Board in writing and, in respect of bearer shares, in the manner determined by the Board from time to time in accordance with Luxembourg law or upon presentation of the relevant dividend coupons to the agent or agents appointed by the Company for such purpose.

A dividend declared but not claimed on a share within a period of five (5) years from the payment notice given in respect of that dividend, cannot thereafter be claimed by the holder of such share and shall be forfeited and revert to the Company. No interest will be paid on dividends declared pending their collection.

All issued shares of the Company other than bearer shares shall be inscribed in the Register of Shareholders, which shall be kept by the Company or by one or more persons designated by the Company for such purpose, and such Register of Shareholders shall contain the name of each holder of registered shares, his residence or elected domicile so far as notified to the Company and the number and class of shares held by him.

Transfer of bearer shares shall be effected by delivery of the relevant bearer share certificates. Transfer of registered shares shall be effected by inscription of the transfer to be made by the Company upon delivery of instruments of transfer satisfactory to the Company without payment of any fee and no fee shall be charged by the Company for registering any other document relating to or affecting the title to any share.

Every registered shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will be entered in the Register of Shareholders. In the event of joint holders of shares, only one address will be inserted and any notices will be sent to that address only. In the event that such shareholder does not provide such address, or such notices and announcements are returned as undeliverable to such address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the Register of Shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register of Shareholders free of charge and by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

If payment made by any subscriber results in the issue of a share fraction, such fraction shall be entered into the Register of Shareholders, unless the shares are held through a clearing system allowing only entire shares to be handled. Such holder of a share fraction shall not be entitled to vote in respect of that share fraction, but shall, to the extent the Company shall determine, be entitled to a corresponding fraction of any dividend or other distributions in respect of that share fraction. In the case of bearer shares, only certificates evidencing full shares will be issued.

The Company will recognise only one (1) holder in respect of a share in the Company. In the event of joint ownership of shares the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant share or shares until one (1) person shall have been designated to represent the joint owners vis-à-vis the Company.

In the case of joint shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint shareholders together, at its absolute discretion.

**Art. 7.** If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including but not limited to a bond delivered by an insurance company, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

The Company may, at its election, charge the shareholder any exceptional out of pocket expenses incurred in issuing a duplicate of or a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the original share certificate.

**Art. 8.** The Board shall have power to impose such restrictions (other than any restrictions on transfer of shares) as it may think necessary for the purpose of ensuring that no shares in the Company are acquired or held by:

- (a) any person in breach of the law or requirement of any country or governmental authority; or
- (b) any person in circumstances which in the opinion of the Board might result in the Company incurring any liability to taxation or suffering any pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered.

More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body targeted above ("Restricted Persons"), (comprising, without limitation any "U.S. person", as defined hereafter).

For such purposes the Company may:

- a) decline to issue any share or to register any transfer of any share where it appears to it that such registration would or might result in such share being directly or beneficially owned by a Restricted Person;
- b) at any time require any person whose name is entered in the Register of Shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's share rests or will rest in a Restricted Person who is precluded from holding shares in the Company; and
- c) where it appears to the Company that any Restricted Person, who is precluded from holding shares or a certain proportion of the shares in the Company, either alone or in conjunction with any other person is beneficial owner of



shares, compulsorily redeem from any such shareholder all or part of shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Company shall or shall procure the registrar or any other authorised agent to serve a notice (hereinafter called the "redemption notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the Register of Shareholders as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the redemption price in respect of such share is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates (if issued) representing the shares specified in the redemption notice. Immediately after the close of business on the date specified in the redemption notice, such shareholder shall cease to be a shareholder and the shares previously held or owned by him shall be cancelled;

(2) The price at which the shares specified in any redemption notice shall be redeemed shall be the redemption price of the relevant class, determined in accordance with Article 23 herein;

(3) Payment of the redemption price will be made to the shareholder appearing as the owner thereof in the currency of denomination for the relevant class of shares and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such person but only, if a share certificate shall have been issued, upon surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank as aforesaid.

(4) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith; and

d) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Company at any meeting of shareholders of the Company.

Whenever used in these Articles, the term "U.S. person" shall have the same meaning as in Regulation S, as amended from time to time, of the United States Securities Act of 1933, as amended (the "1933 Act") or as in any other regulation or act which shall come into force within the United States of America and which shall in the future replace Regulation S of the 1933 Act. The Board shall define the word "U.S. person" on the basis of these provisions and publicise this definition in the sales documents of the Company.

The Board may, from time to time, amend or clarify the aforesaid meaning.

In addition to the foregoing, the Board may restrict the issue and transfer of shares of a class to institutional investors within the meaning of the Law ("Institutional Investor(s)"), as may be amended from time to time. The Board may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for shares of a class reserved for Institutional Investors until such time as the Company has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an Institutional Investor. If it appears at any time that a holder of shares of a class reserved to Institutional Investors is not an Institutional Investor, the Board will convert the relevant shares into shares of a class which is not restricted to Institutional Investors (provided that there exists such a class with similar characteristics) and which is essentially identical to the restricted class in terms of its investment object (but, for avoidance of doubt, not necessarily in terms of the fees and expenses payable by such class), unless such holding is the result of an error of the Company or its agents, or the Board will compulsorily redeem the relevant shares in accordance with the provisions set out in this Article. The Board will refuse to give effect to any transfer of shares and consequently refuse any transfer of shares to be entered into the Register of Shareholders in circumstances where such transfer would result in a situation where shares of a class restricted to Institutional Investors would, upon such transfer, be held by a person not qualifying as an Institutional Investor.

In addition to any liability under applicable law, each shareholder who does not qualify as an Institutional Investor, and who holds shares in a class restricted to Institutional Investors, shall hold harmless and indemnify the Company, the Board, the other shareholders of the relevant class and the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding, in circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Institutional Investor or has failed to notify the Company of its loss of such status.

**Art. 9.** Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all shareholders of the Company regardless of the class of shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

**Art. 10.** The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg, at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the third Wednesday of the month of May in each year at 10.00 a.m. and for the first time in 2012. If such day is not

a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances so require.

If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of shareholders may be held at a date, time or place other than those set forth in the preceding paragraph, that date, time or place to be decided by the Board.

Other general meetings of shareholders or class meetings may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting. Class meetings may be held to decide on any matters which relate exclusively to such class. Two or several classes may be treated as one single class if such classes are affected in the same way by the proposals requiring the approval of shareholders of the relevant classes.

**Art. 11.** The quorum and notice periods required by law shall govern the conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share of whatever class and regardless of the Net Asset Value per share within the class, is entitled to one (1) vote, subject to the limitations imposed by these Articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by telefax message or any other electronic means capable of evidencing such proxy. Such proxy shall be deemed valid, provided that it is not revoked, for any reconvened shareholders' meeting.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders or at a class meeting duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes in relation to shares in respect of which the shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote. A shareholder who is a corporation may execute a proxy under the hand of a duly authorized officer.

The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

**Art. 12.** Shareholders will meet upon call by the Board pursuant to notice setting forth the agenda sent, in accordance with the applicable laws and regulations, at the shareholder's address in the Register of Shareholders.

If and to the extent required by Luxembourg law, the notice shall, in addition, be published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg, in a Luxembourg newspaper and in such other newspapers as the Board may decide.

If, however, all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the notice of any general meeting of shareholders may provide that the quorum and the majority of this general meeting shall be determined by reference to the shares issued and outstanding at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"), Whereas the right of a shareholder to attend a general meeting of shareholders and to exercise the voting rights attaching to his/its/her shares shall be determined by reference to the shares held by this shareholder as at the Record Date.

**Art. 13.** The Company shall be managed by a board composed of not less than three (3) members. Members of the Board need not be shareholders of the Company.

The Directors shall be elected by the shareholders at their general meetings for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders.

**Art. 14.** The Board shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It shall also choose a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the shareholders. The Board may establish from time to time internal rules, as deemed appropriate. The Board shall meet upon call by any two (2) Directors, at the place indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside at all meetings of shareholders and of the Board, but in his absence the shareholders or the Board may appoint any person as chairman pro tempore by the majority of the votes cast or of the Directors present at any such meeting respectively.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all Directors at least 24 hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set out in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by telefax message or any other electronic means capable of evidencing such waiver of each Director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any Director may act at any meeting of the Board by appointing in writing or by telefax message or any electronic means capable of evidencing such appointment, another Director as his proxy. One Director may represent one or more

Directors. Any Director may also participate at any meeting of the Board by videoconference or any other means of telecommunication permitting the identification of such Director and a meeting of the Board may also be held by way of conference call or similar means of communication only. Such means must allow the Director(s) to participate effectively at such meeting of the Board. The proceedings of the meeting must be retransmitted continuously. Such meeting held at distance by way of such communication means shall be deemed to have taken place at the registered office of the Company. Directors may also cast their vote in writing or by telefax message or any other electronic means capable of evidencing such vote. The Directors may only act at duly convened meetings of the Board. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board.

The Board can deliberate or act validly only if at least half of the Directors are present or represented by another Director as proxy at a meeting of the Board. For the calculation of quorum and majority, the Directors participating at the Board by video conference or by telecommunication means permitting their identification are deemed to be present. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote in any circumstances.

Resolutions of the Board may also be passed in the form of a consent resolution in identical terms in the form of one or several documents in writing signed by all the Directors or by telefax message or by telephone provided in such latter event such vote is confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

The Board from time to time may appoint the officers of the Company, including a general manager, a secretary, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operations and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board. Officers need not be Directors or shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given them by the Board.

The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to physical persons or corporate entities which need not be members of the Board. The Board may also delegate any of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the Board or not) as it thinks fit, provided that the majority of the members of the committee are Directors and that no meeting of the committee shall be quorate for the purpose of exercising any of its powers, authorities or discretions unless a majority of those present are Directors of the Company.

**Art. 15.** The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the chairman, or in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairman, or by the secretary, or by any two (2) Directors.

**Art. 16.** The Board shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy and the course of conduct of management and business affairs of the Company.

The Board shall also determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Company, in accordance with Part I of the Law including, without limitation, restrictions in respect of:

- a) the borrowings of the Company and the pledging of its assets;
- b) the maximum percentage of its assets which it may invest in any form or class of security and the maximum percentage of any form or class of security which it may acquire.

The Board may decide that investments of the Company be made:

(i) in transferable securities and money market instruments admitted to or dealt on a regulated market as defined by the Law;

(ii) in transferable securities and money market instruments dealt in on another market in any Member State of the European Union, which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public;

(iii) in transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in any other country in Europe, Asia, Oceania, the American continents and Africa, or dealt in on another regulated market of countries referred to under this item (iii), provided that such market operates regularly, is regulated and is recognized and open to the public;

(iv) in recently issued transferable securities and money market instruments provided the terms of the issue provide that application be made for admission to official listing in any of the stock exchanges or other regulated markets referred to above and provided that such listing is secured within one (1) year of the issue; and

(v) in any other transferable securities, instruments or other assets within the restrictions as shall be set out by the Board in compliance with applicable laws and regulations and disclosed in the sales documents of the Company.

The Board may decide to invest, under the principle of spreading of risks, up to one hundred per cent (100%) of the net assets of the Company in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by any Member State of the European Union, its local authorities, a non-Member State of the European Union, as acceptable by the supervisory authority and disclosed in the sales documents of the Company (including but not limited to OECD

member states, Singapore and Brazil) or public international bodies of which one or more of such Member States are members, provided that in the case where the Company decides to make use of this provision it must hold securities from at least six (6) different issues and securities from any one issue may not account for more than thirty per cent (30%) of the Company's total net assets.

The Company will not invest more than ten per cent (10%) of the net assets of any of its classes of shares in units or shares of undertakings for collective investment as defined in Article 41(1)(e) of the Law, as may be amended from time to time, unless otherwise provided in the Company's sales documents.

Any class of shares may, to the widest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents of the Company, subscribe, acquire and/or hold shares to be issued or issued by one or more classes of shares of the Company. In such case and subject to conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, the voting rights, if any, attaching to these shares are suspended for as long as they are held by the class of shares concerned. In addition and for as long as these shares are held by a class of shares, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the Company for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets imposed by the Law.

The Board may decide that investments of the Company be made in financial derivative instruments, including equivalent cash settled instruments, dealt on a regulated market as referred to in the Law and/or financial derivative instruments dealt over-the-counter provided that, among other considerations, the underlying consists of instruments covered by Article 41 (1) of the Law, as may be amended from time to time, financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Company may invest according to its investment objectives as disclosed in the sales documents of the Company.

The Board may decide that investments of the Company be made so as to replicate stock indices and/or debt securities indices to the extent permitted by the Law provided that the relevant index is recognised as having a sufficiently diversified composition, is an adequate benchmark and is published in an appropriate manner.

As from 1 July 2011 and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the Board may, at any time it deems appropriate and to the widest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents of the Company, (i) create any class of shares qualifying either as a feeder UCITS or as a master UCITS, (ii) convert any existing class of shares into a feeder UCITS class of shares or (iii) change the master UCITS of any of its feeder UCITS class of shares.

The Board may invest and manage all or any part of the pools of assets established for two or more classes of shares on a pooled basis, as described in Article 25 herein, where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so.

In order to reduce the operational and administrative charges of the Company while permitting a larger diversification of the investments, the Board may resolve that all or part of the assets of the Company shall be co-managed with the assets of other Luxembourg collective investment undertakings.

Investments of the Company may be made either directly or indirectly through wholly-owned subsidiaries. When investments of the Company are made in the capital of subsidiary companies which, exclusively on its behalf carry on only the business of management, advice or marketing in the country where the subsidiary is located, with regard to the redemption of units at the request of shareholders, paragraphs (1) and (2) of Article 48 of the Law, as may be amended from time to time, do not apply. Any reference in these Articles to "investments" and "assets" shall mean, as appropriate, either investments made and assets beneficially held directly or investments made and assets beneficially held indirectly through the aforesaid subsidiaries.

**Art. 17.** No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company has a material interest in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business, shall not, by reason of such connection and/or relationship with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, such Director or officer shall make known to the Board such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such Director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders. This paragraph shall not apply where the decision of the Board relates to current operations entered into under normal conditions.

The term "personal interest", as used in this Article 17, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving the Company or any subsidiary thereof, or such other company or entity as may from time to time be determined by the Board at its discretion, provided that this personal interest is not considered as a conflicting interest according to applicable laws and regulations.

**Art. 18.** The Company may indemnify any Director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Company or, at its request, of any other corporation

of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified. Such person shall be indemnified in all circumstances except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, any indemnity shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnity shall not exclude other rights to which such Director or officer of the Company may be entitled.

**Art. 19.** The Company will be bound by the joint signature of any two (2) Directors or by the joint or single signature (s) of any other person(s) to whom such authority has been delegated by the Board.

**Art. 20.** The Company shall appoint an approved statutory auditor ("réviseur d'entreprises agréé") who shall carry out the duties prescribed by the Law, as may be amended from time to time. The approved statutory auditor shall be elected by the shareholders at a general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until its successor is elected.

**Art. 21.** As is more specifically prescribed herein below the Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set out by applicable law.

Any shareholder may at any time request the redemption of all or part of his shares by the Company.

Any redemption request must be filed by such shareholder in irrevocable written form (or a request evidenced by any other electronic means deemed acceptable by the Company), subject to the conditions set out in the sales documents of the Company, at the registered office of the Company or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of shares, together with the delivery of the certificate(s) for such shares in proper form (if issued) and accompanied by proper evidence of transfer or assignment (if nominative shares) and unmatured dividend coupons attached (if bearer shares). In the case of bearer shares, shareholders should at the time of making the redemption or conversion request arrange for delivery of the relevant share certificate(s) to the agent of the Company appointed for that purpose together with the relevant coupon.

The redemption price shall normally be paid not later than ten (10) bank business days after receipt of correct renunciation documentation as requested by the Company and shall be equal to the Net Asset Value for the relevant class of shares as determined in accordance with the provisions of Article 23 herein less a redemption charge, if any, as the sales documents of the Company may provide, such price being rounded as resolved from time to time by the Board. From the redemption price there may further be deducted any deferred sales charge if such shares form part of a class in respect of which a deferred sales charge has been contemplated in the sales documents.

In addition a dilution levy may be imposed on deals as specified in the sales documents of the Company. Such dilution levy should not exceed a certain percentage of the Net Asset Value determined from time to time by the Board and disclosed in the sales documents of the Company. This dilution levy will be calculated taking into account the estimated costs, expenses and potential impact on security prices that may be incurred to meet redemption and conversion requests.

If the requests for redemption and/or conversion received for any class of shares for any specific Valuation Day (as defined below) exceed a certain amount or percentage of the Net Asset Value of such class, such amount and percentage being fixed by the Board from time to time and disclosed in the sales documents, the Board may defer such exceeding redemption and/or conversion requests to be dealt with to a subsequent Valuation Day in accordance with the terms of the sales documents.

The Board may extend the period for payment of redemption proceeds in exceptional circumstances to such period, as shall be necessary to repatriate proceeds of the sale of investments in the event of impediments due to exchange control regulations or similar constraints in the markets in which a substantial part of the assets of the Company shall be invested. Payment of the redemption proceeds will be effected in the reference currency of the relevant class of shares or in such other freely convertible currency as disclosed in the sales documents.

The Board may also determine the notice period, if any, required for lodging any redemption request of any specific class or classes of shares of the Company. The specific period for payment of the redemption proceeds of any class of shares of the Company and any applicable notice period as well as the circumstances of its application will be publicised in the sales documents relating to the sale of such shares.

The Board may delegate to any duly authorised Director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting requests for redemption and effecting payment in relation thereto.

With the consent of the shareholder(s) concerned, the Board may (subject to the principle of equal treatment of shareholders) satisfy redemption requests in whole or in part in kind by allocating to the redeeming shareholders investments from the portfolio in value equal to the Net Asset Value attributable to the shares to be redeemed as described in the sales documents of the Company.

If required by laws or regulations such redemption will be subject to a special audit report by the approved statutory auditor of the Company confirming the number, the denomination and the value of the assets which the Board will have determined to be contributed in counterpart of the redeemed shares. This audit report will also confirm the way of determining the value of the assets which will have to be identical to the procedure of determining the Net Asset Value of the shares.

The specific costs for such redemptions in kind, in particular the costs of the special audit report, will have to be borne by the shareholder requesting the redemption in kind or by a third party, but will not be borne by the Company unless the Board considers that the redemption in kind is in the interest of the Company or made to protect the interests of the Company.

Any request for redemption shall be irrevocable except in the event of suspension of redemption pursuant to Article 22 herein. In the absence of revocation, redemption will occur as of the first Valuation Day after the end of the suspension.

Any shareholder may request conversion of all or part of his shares of one class into shares of another class at the respective Net Asset Values of the shares of the relevant class, provided that the Board may impose such restrictions between classes of shares as disclosed in the sales documents of the Company as to, among other considerations, frequency of conversion, and may make conversions subject to payment of a charge as specified in the sales documents of the Company.

The conversion request may not be accepted unless any previous transaction involving the shares to be converted has been fully settled by such shareholder.

If a redemption or conversion or sale of shares would reduce the value of the holdings of a single shareholder of shares of one class below the minimum holding amount as the Board shall determine from time to time, then such shareholder shall be deemed to have requested the redemption or conversion, as the case may be, of all his shares of such class.

Notwithstanding the foregoing, if in exceptional circumstances the liquidity of the Company is not sufficient to enable payment of redemption proceeds or conversions to be made within a ten (10) bank business day period, such payment (without interest), or conversion, will be made as soon as reasonably practicable thereafter.

The Board may in its absolute discretion compulsorily redeem or convert any shareholding with a value of less than the minimum holding amount to be determined from time to time by the Board and published in the sales documents of the Company.

Shares of the Company redeemed by the Company shall be cancelled.

**Art. 22.** The Net Asset Value, the subscription price and redemption price of each class of shares in the Company shall be determined as to the shares of each class of shares by the Company from time to time generally at least twice monthly and subject to regulatory approval, at least once a month, as the Board may decide from time to time and as disclosed in the sales documents of the Company (every such day or time determination thereof being referred to herein as a "Valuation Day")

The Company may temporarily suspend the determination of the Net Asset Value, the subscription price and redemption price of shares of any particular class and/or the issue and/or redemption of the shares in such class from its shareholder and/or conversion from and to shares of such class:

(a) during any period when any of the principal stock exchanges or any other regulated market on which any substantial portion of the Company's investments of the relevant class for the time being are quoted, is closed or during which dealings are restricted or suspended;

(b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of investments of the relevant class by the Company is impracticable;

(c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the Company's investments or the current prices or values on any market or stock exchange;

(d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of such shares or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of such shares cannot in the opinion of the Board be effected at normal rates of exchange;

(e) if the Company or a class of shares is being or may be wound-up or merged on or following the date on which notice is given of the meeting of shareholders at which a resolution to wind up or merge the Company or a class of shares is proposed;

(f) where an undertaking for collective investment in which a class of shares has invested a substantial portion of its assets temporarily suspends the subscription, redemption or conversion of its units, whether at its own initiative or at the request of its competent authorities;

(g) if the Board has determined that there has been a material change in the valuations of a substantial proportion of the investments of the Company attributable to a particular class of shares in the preparation or use of a valuation or the carrying out of a later or subsequent valuation; and/or

(h) during any other circumstance or circumstances where a failure to do so might result in the Company or its shareholders incurring any liability to taxation or suffering other pecuniary disadvantages or any other detriment which the Company or its shareholders might so otherwise have suffered.

Any such suspension shall be promptly notified to shareholders requesting redemption or conversion of their shares by the Company as well as to investors subscribing for shares. The Company may decide to publish such suspension at its sole discretion.

Such suspension as to any class of shares will have no effect on the calculation of the Net Asset Value, subscription price or redemption price, the issue, redemption and conversion of the shares of any other class, unless this other class is also affected.

**Art. 23.** The Net Asset Value of shares of each class of shares in the Company shall be expressed in the reference currency of the relevant class (and/or in such other currencies as the Board shall from time to time determine) as a per share figure and shall be determined in respect of any Valuation Day by dividing the net assets of the Company corresponding to each class of shares, being the value of the assets of the Company corresponding to such class less the liabilities attributable to such class, by the number of shares of the relevant class outstanding.

The subscription and redemption price of a share of each class shall be expressed in the reference currency of the relevant class (and/or in such other currencies as the Board shall from time to time determine) as a per share figure and shall be determined in respect of any Valuation Day as the Net Asset Value per share of that class calculated in respect of such Valuation Day adjusted by a sales commission, and/or redemption charge, if any, fixed by the Board in accordance with all applicable law and regulations. The Board may also apply a dilution adjustment as disclosed in the sales documents of the Company. The subscription and redemption price shall be rounded upwards and downwards respectively to the number of decimals as shall be determined from time to time by the Board.

If an equalisation account is being operated an equalisation amount is payable.

The valuation of the Net Asset Value of the different classes of shares shall be made in the following manner:

A. The assets of the Company shall be deemed to include:

- (a) all cash in hand or receivable or on deposit, including accrued interest;
- (b) all bills and notes payable on demand and any amounts due (including the proceeds of securities sold but not collected);
- (c) all securities, shares, bonds, debentures, options or subscription rights and other derivative instruments, warrants, units or shares of undertakings for collective investments and other investments and securities belonging to the Company;
- (d) all dividends and distributions due to the Company in cash or in kind to the extent known to the Company;
- (e) all accrued interest on any securities held by the Company except to the extent such interest is comprised in the principal thereof;
- (f) the preliminary expenses of the Company insofar as the same have not been written off, provided that such preliminary expenses may be written off directly from the capital of the Company; and
- (g) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

- (1) The value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Company may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof.
- (2) The value of such securities, financial derivative instruments and assets will be determined on the basis of the last available price at the closing of the relevant stock exchange or any other regulated market as aforesaid on which these securities or assets are traded or admitted for trading. Where such securities or other assets are quoted or dealt in one or more than one stock exchange or any other regulated market, the Board shall make regulations for the order of priority in which such stock exchanges or other regulated markets shall be used for the provisions of prices of securities or assets.
- (3) If a security is not traded or admitted on any official stock exchange or any regulated market, or in the case of securities so traded or admitted where the last available price of which does not reflect their true value, the Board shall proceed on the basis of their expected sales price, which shall be valued with prudence and in good faith.
- (4) The financial derivative instruments which are not listed on any official stock exchange or traded on any other organised market will be valued in accordance with market practice as may be further disclosed in the sales documents of the Company.
- (5) Units or shares in undertakings for collective investment shall be valued on the basis of their last available net asset value as reported by such undertakings.
- (6) Liquid assets and money market instruments may be valued at nominal value plus any accrued interest or on an amortised cost basis. All other assets, where practice allows, may be valued in the same manner.
- (7) If any of the aforesaid valuation principles do not reflect the valuation method commonly used in specific markets or if any such valuation principles do not seem accurate for the purpose of determining the value of the Company's assets, the Board may fix different valuation principles in good faith and in accordance with generally accepted valuation principles and procedures.
- (8) Any assets or liabilities in currencies other than the base currency of the respective classes of shares of the Company will be converted using the relevant spot rate quoted by a bank or other recognised financial institution.

B. The liabilities of the Company shall be deemed to include:

- (a) all borrowings, bills and other amounts due;
- (b) all administrative and other operative expenses due or accrued including all fees payable to the investment manager, the custodian and any other representatives and agents of the Company;
- (c) all known liabilities due or not yet due, including the amount of dividends declared but unpaid;
- (d) an appropriate amount set aside for taxes due on the date of valuation and other provisions or reserves authorised and approved by the Board covering among others liquidation expenses; and
- (e) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by shares in the Company.

In determining the amount of such liabilities, the Board shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise formation expenses, fees payable to its investment advisers or investment managers, director's fees and reasonable out-of-pocket expenses, accountants, custodian, domiciliary, registrar and transfer agents, any paying agent and permanent representatives in places of registration, and/or any other agent employed by the Company, fees related to listing to shares of the Company on any stock exchange, fees related to the shares of the Company being quoted on another regulated market, fees for legal and auditing services, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of advertising or preparing and printing of prospectuses or any other sales documents of the Company, explanatory memoranda or registration statements, taxes or governmental charges, and all other operational expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex.

For the purposes of the valuation of its liabilities, the Board may duly take into account all administrative and other expenses of a regular or periodic character by valuing them for the entire year or any other period and by dividing the amount concerned proportionately for the relevant fractions of such period.

In circumstances where the interests of the Company or its shareholders so justify (for instance avoidance of market timing practices), the Board may take any appropriate measures, such as applying a fair value pricing to adjust the value of the Company's assets, as further described in the sales documents of the Company.

C. There shall be established one (1) pool of assets for each class of shares of the Company in the following manner:

a) the proceeds from the issue of each class shall be applied in the books of the Company to the pool of assets established for that class of shares, and the assets, and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such pool subject to the provisions of this Article;

b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same pool of assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant pool;

c) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular pool or to any actions taken in connection with an asset of a particular pool, such liability shall be allocated to the relevant pool; and

d) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular pool, such asset or liability shall be allocated pro rata to all the pools on the basis of the Net Asset Value of the total number of shares of each pool outstanding provided that any amounts which are not material may be equally divided between all pools.

The Board may allocate material expenses, after consultation with the approved statutory auditor of the Company, in a way considered to be fair and reasonable having regard to all relevant circumstances.

Upon the record date for the determination of the person entitled to any dividend declared on any class of shares, the Net Asset Value of such class of shares shall be reduced or increased by the amount of such dividends depending on the distribution policy of the relevant class.

If there have been created, as more fully described in Article 5 herein, within the same class of shares two or more sub-classes, the allocation rules set above shall apply, mutatis mutandis, to such sub-classes.

D. Each pool of assets and liabilities shall consist of a portfolio of transferable securities and other assets in which the Company is authorised to invest, and the entitlement of each class of shares within the same pool will change in accordance with the rules set out below.

In addition there may be held within each pool on behalf of one specific or several specific classes of shares, assets which are class specific and kept separate from the portfolio which is common to all classes related to such pool and there may be assumed on behalf of such class or classes specific liabilities.

The proportion of the portfolio which shall be common to each of the classes related to a same pool and which shall be allocable to each class of shares shall be determined by taking into account issues, redemptions, distributions, as well as payments of class specific expenses or contributions of income or realisation proceeds derived from class specific assets, whereby the valuation rules set out below shall be applied mutatis mutandis.

The percentage of the Net Asset Value of the common portfolio of any such pool to be allocated to each class of shares shall be determined as follows:

(1) initially the percentage of the net assets of the common portfolio to be allocated to each class shall be in proportion to the respective number of the shares of each class at the time of the first issuance of shares of a new class;



(2) the issue price received upon the issue of shares of a specific class shall be allocated to the common portfolio and result in an increase of the proportion of the common portfolio attributable to the relevant class;

(3) if in respect of one class the Company acquires specific assets or pays specific expenses (including any portion of expenses in excess of those payable by other share classes) or makes specific distributions or pays the redemption price in respect of shares of a specific class, the proportion of the common portfolio attributable to such class shall be reduced by the acquisition cost of such class specific assets, the specific expenses paid on behalf of such class, the distributions made on the shares of such class or the redemption price paid upon redemption of shares of such class;

(4) the value of class specific assets and the amount of class specific liabilities are attributed only to the share class to which such assets or liabilities relate and this shall increase or decrease the Net Asset Value per share of such specific share class.

E. For the purpose of determination of the Net Asset Value per share, the Net Asset Value attributable to each class of shares shall be divided by the number of shares of the relevant class issued and outstanding on the relevant Valuation Day. The Net Asset Value may be adjusted as the Board or its delegate may deem appropriate to reflect, among other considerations, any dealing charges including any dealing spreads, fiscal charges and potential market impact resulting from shareholders transactions.

F. For the purpose of valuation under this Article:

(a) shares of the Company to be redeemed under Article 21 herein shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Board on the Valuation Day on which such valuation is made, and from such time and until paid the price therefor shall be deemed to be a liability of the Company;

(b) shares of the Company in respect of which subscription has been accepted but payment has not yet been received shall be deemed to be existing as from the close of business on the Valuation Day on which they have been allotted and the price therefore, until received by the Company, shall be deemed a debt due to the Company;

(c) all investments, cash balances and other assets of the Company expressed in currencies other than the reference currency in which the Net Asset Value per share of the relevant class is calculated shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of the relevant class of shares; and

(d) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for the Company on such Valuation Day to the extent practicable.

**Art. 24.** Whenever the Company shall offer shares for subscription, the price per share at which such shares shall be offered and sold, shall be based on the subscription price as hereinabove defined for the relevant class of shares. The price so determined shall be payable within a period as determined by the Board which shall not exceed ten (10) bank business days after the date on which the applicable subscription price was determined.

In addition, a dilution levy may be imposed on deals as specified in the sales documents of the Company. Such dilution levy should not exceed a certain percentage of the Net Asset Value determined from time to time by the Board and disclosed in the sales documents of the Company. This dilution levy will be calculated taking into account the estimated costs, expenses and potential impact on security prices that may be incurred to meet purchase requests.

The subscription price (not including the sales commission, if any) may, upon approval of the Board and subject to all applicable laws, namely with respect to a special audit report from the approved statutory auditor of the Company confirming the value of any assets contributed in kind, be paid by contributing to the Company securities acceptable to the Board consistent with the investment policy and investment restrictions of the Company.

**Art. 25.**

1. The Board may invest and manage all or any part of the pools of assets established for one or more classes of shares (hereafter referred to as "Participating Funds") on a pooled basis where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so. Any such enlarged asset pool ("Enlarged Asset Pool") shall first be formed by transferring to it cash or (subject to the limitations mentioned below) other assets from each of the Participating Funds. Thereafter the Board may from time to time make further transfers to the Enlarged Asset Pool. The Board may also transfer assets from the Enlarged Asset Pool to a Participating Fund, up to the amount of the participation of the Participating Fund concerned. Assets other than cash may be allocated to an Enlarged Asset Pool only where they are appropriate to the investment sector of the Enlarged Asset Pool concerned.

2. A Participating Fund's participation in an Enlarged Asset Pool shall be measured by reference to notional units ("units") of equal value in the Enlarged Asset Pool. On the formation of an Enlarged Asset Pool the Board shall in its discretion determine the initial value of a unit which shall be expressed in such currency as the Board considers appropriate, and shall allocate to each Participating Fund units having an aggregate value equal to the amount of cash (or to the value of other assets) contributed. Fractions of units, calculated as further disclosed in the sales documents of the Company, may be allocated as required. Thereafter the value of a unit shall be determined by dividing the net asset value of the Enlarged Asset Pool (calculated as provided below) by the number of units subsisting.

3. When additional cash or assets are contributed to or withdrawn from an Enlarged Asset Pool, the allocation of units of the Participating Fund concerned will be increased or reduced (as the case may be) by a number of units determined by dividing the amount of cash or value of assets contributed or withdrawn by the current value of a unit. Where a

contribution is made in cash it may be treated for the purpose of this calculation as reduced by an amount which the Board considers appropriate to reflect fiscal charges and dealing and purchase costs which may be incurred in investing the cash concerned. In the case of a cash withdrawal a corresponding addition may be made to reflect costs which may be incurred in realising securities or other assets of the Enlarged Asset Pool.

4. The value of assets contributed to, withdrawn from, or forming part of an Enlarged Asset Pool at any time and the net asset value of the Enlarged Asset Pool shall be determined in accordance with the provisions (*mutatis mutandis*) of Article 23 herein, provided that the value of the assets referred to above shall be determined on the day of such contribution or withdrawal.

5. Dividends, interests and other distributions of an income nature received in respect of the assets in an Enlarged Asset Pool will be immediately credited to the Participating Funds, in proportion to their respective entitlements to the assets in the Enlarged Asset Pool at the time of receipt.

**Art. 26.** The accounting year of the Company shall begin on the 1 January of each year and terminate on the 31 December of the same year, with the exception of the first accounting year which shall begin on the date of incorporation and which shall terminate on 31 December 2011. The accounts of the Company shall be expressed in USD or such other currency or currencies, as the Board may determine pursuant to the decision of the general meeting of shareholders. Where there shall be different classes as provided for in Article 5 herein, and if the accounts within such classes are expressed in different currencies, such accounts shall be converted into USD and added together for the purpose of determination of the accounts of the Company.

**Art. 27.** The general meeting of shareholders shall, upon the proposal of the Board in respect of each class of shares, determine the annual income or capital shall be distributed.

The net assets of the Company may be distributed subject to the minimum capital of the Company as defined under Article 5 herein being maintained.

Distribution of net investment income as aforesaid shall be made irrespective of any realised or unrealised capital gains or losses. In addition, dividends may include realised and unrealised capital gains after deduction of realised and unrealised capital losses and capital distribution.

Dividends may further, if so resolved by the Board in respect of any class of shares, include an allocation from an equalisation account which may be maintained in respect of any such class and which, in such event, will, in respect of such class, be credited upon issue of shares and debited upon redemption of shares, in an amount calculated by reference to the accrued income attributable to such shares.

Any resolution of a general meeting of shareholders deciding on dividends to be distributed to the shares of any class shall, in addition, be subject to a prior vote, at the majority set out above, of the shareholders of such class.

Interim dividends may at any time be paid on the shares of any class upon decision of the Board.

The dividends declared may be paid in the reference currency of the relevant class of shares or in such other currency as selected by the Board and may be paid at such places and times as may determined by the Board. The Board may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment.

The Board may, as regards registered shares, decide that dividends be automatically reinvested for any class of shares unless a shareholder entitled to receive cash distribution elects to receive payment of dividends. However, no dividends will be distributed if their amount is below an amount to be decided by the Board from time to time and published in the sales documents of the Company, and such amount will automatically be reinvested.

**Art. 28.** The Company shall appoint a custodian which shall be responsible for the safekeeping of the assets of the Company, and which shall hold the same itself or through its agents. The appointment of the custodian shall be on terms that:

(a) the custodian shall not terminate its appointment except upon the appointment by the Board of a new custodian; and

(b) the Company shall not terminate the appointment of the custodian except upon the appointment of a new custodian by the Company or if the custodian has been declared bankrupt or has entered into a composition with creditor or has obtained a suspension of payment or has been put under court-controlled management or has been the subject of a similar proceedings or has been put into liquidation or if the Company is of the opinion that there is a risk of loss or misappropriation of any of the assets of the Company if the appointment of the custodian is not terminated.

**Art. 29.** In the event of dissolution of the Company liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders resolving to dissolve the Company and which shall determine their powers and their compensation. The net proceeds of liquidation corresponding to each class of shares shall be distributed by the liquidators to the holders of shares to each class in proportion of their holding of shares in such class.

**Art. 30.** These Articles may be amended from time to time by a general meeting of shareholders, subject to the quorum and majority requirements provided by the laws of Luxembourg. Any amendment affecting the rights of the holders of

shares of any class vis-à-vis those of any other class shall be subject, further, to a vote in accordance to the said quorum and majority requirements, in respect of each such relevant class.

**Art. 31.** All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, and the Law, as may be amended from time to time.

#### *Subscription and Payment*

These Articles having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid-up the following shares:

Subscriber	Number of shares	Subscription price per share
LION GLOBAL INVESTORS LIMITED . . . . .	5000	USD 10
Total . . . . .	5000	USD 50,000

All these shares have been entirely paid up by payments in cash, so that the sum of fifty thousand US Dollars (USD 50,000) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

#### *Statement*

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law of August 10, 1915 on Commercial Companies, as amended, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfillment.

#### *Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the appearing party as a result of its formation are estimated at approximately EUR 2.800.

#### *Extraordinary general meeting*

The single shareholder, representing the entire subscribed capital, has taken the following resolutions:

##### *First resolution*

The following persons are appointed as Directors of the Company for a period ending with the next annual general meeting:

- Gerard Lee, Chief Executive Office, Lion Global Investors Limited, One George Street, #08-01, Singapore 049145,
- Kong Siew Cheong, Chief Marketing Office, Lion Global Investors Limited, One George Street, #08-01, Singapore 049145,
- Kon Chee Keat, Head, Fixed Income & Structured Credits, Lion Global Investors Limited, One George Street, #08-01, Singapore 049145.

##### *Second resolution*

The registered office of the Company is fixed at 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange.

##### *Third resolution*

The following is elected as independent auditor for a period ending with the next annual general meeting: PricewaterhouseCoopers S.à r.l., 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary, by its surname, first names, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: C. Weber, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 03 mai 2011. Relation: EAC/2011/5746. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A. Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 6 mai 2011.

Référence de publication: 2011063642/785.

(110071183) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mai 2011.

**Overseas Finance & Trade Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2330 Luxembourg, 122, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 26.066.

---

**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

Par jugement en date du 19 mai 2011, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a ordonné après avoir entendu le juge-commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, la clôture des opérations de liquidation pour absence d'actifs de la société OVERSEAS FINANCE & TRADE HOLDING S.A., inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 26066, dont le siège social est à L-2330 Luxembourg, 122, Boulevard de la Pétrusse.

Pour extrait conforme

Me Frédéric Delsol

*Le Liquidateur*

Référence de publication: 2011088033/16.

(110098623) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2011.

---

**Magdis Lux S.A., Société Anonyme,**

**(anc. Inventive Vehicules Industries S.A.).**

Siège social: L-4901 Bascharage, Zone Industrielle Bommelscheuer.

R.C.S. Luxembourg B 105.605.

L'an deux mil onze, le trente et un mai.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société établie et avec siège social à Luxembourg sous la dénomination de "INVENTIVE VEHICLES INDUSTRIES S.A., en abrégé: I.V.I. S.A.", R.C.S Luxembourg B No 105605, constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, en remplacement de Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 14 janvier 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 420 du 6 mai 2005.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Philippe CHANTEREAU, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

Le Président désigne comme secrétaire et scrutateur Madame Annick BRAQUET, demeurant professionnellement à L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents.

Le Président expose ensuite:

I.- Qu'il résulte d'une liste de présence, dressée et certifiée exacte par les membres du bureau que les trois mille cent actions sans désignation de valeur nominale, constituant l'intégralité du capital social de trente et un mille euros, sont dûment représentées à la présente assemblée qui, en conséquence, est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduit, tous les actionnaires ayant accepté de se réunir sans convocation préalable après avoir pris connaissance de l'ordre du jour.

Ladite liste de présence, portant les signatures des actionnaires tous présents ou représentés restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1.- Modification de la dénomination sociale en «MAGDIS LUX S.A.» et modification afférente de l'article 1<sup>er</sup> des statuts.

2.- Extension de l'objet social de sorte que l'article 2 des statuts aura désormais la teneur suivante:

«La Société a pour objet l'import, l'export, le commerce de gros et de détail d'outillage à main, de machines et d'équipements industriels, ainsi que l'importation, l'exportation, la commercialisation en gros et en détail, l'industrialisation d'accessoires et de pièces détachées de moyens de transport automoteurs, et tous produits, matériels et services en rapport avec l'industrie.

La Société pourra se porter caution et offrir toutes garanties réelles ou personnelles, avec ou sans stipulation de solidarité et d'indivisibilité.

Le but de la société est également de prendre des participations, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, d'acquérir tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière et notamment d'acquérir tous brevets et licences, les gérer et les mettre en valeur, d'octroyer aux entreprises dans laquelle la Société a un intérêt, tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin de mener à bien toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet.

La Société pourra effectuer toutes opérations immobilières, mobilières et financières pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement.

3.- Augmentation du capital social à concurrence de EUR 14.000,00 pour le porter de son montant actuel de EUR 36.000,00 à EUR 50.000,- par la création et l'émission de 140 actions nouvelles sans valeur nominale. Les nouvelles actions seront intégralement souscrites par les actionnaires actuels au prorata de leur participation. Libération partielle en espèces.

4.- Transfert du siège social à Z.I. Bommelscheuer, L-4901 Bascharage.

5.- Divers.

L'assemblée a approuvé l'exposé du Président et, après avoir reconnu qu'elle était régulièrement constituée et, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes.

#### *Première résolution*

L'assemblée décide de modifier la dénomination sociale de sorte que le premier alinéa de l'article 1<sup>er</sup> des statuts aura désormais la teneur suivante:

«Il existe une société anonyme sous la dénomination de «MAGDIS LUX S.A.»»

#### *Deuxième résolution*

L'assemblée décide d'étendre l'objet social de sorte que l'article 2 des statuts aura désormais la teneur suivante:

«La Société a pour objet l'import, l'export, le commerce de gros et de détail d'outillage à main, de machines et d'équipements industriels, ainsi que l'importation, l'exportation, la commercialisation en gros et en détail, l'industrialisation d'accessoires et de pièces détachées de moyens de transport automoteurs, et tous produits, matériels et services en rapport avec l'industrie.

La Société pourra se porter caution et offrir toutes garanties réelles ou personnelles, avec ou sans stipulation de solidarité et d'indivisibilité.

Le but de la société est également de prendre des participations, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, d'acquérir tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière et notamment d'acquérir tous brevets et licences, les gérer et les mettre en valeur, d'octroyer aux entreprises dans laquelle la Société a un intérêt, tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin de mener à bien toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet.

La Société pourra effectuer toutes opérations immobilières, mobilières et financières pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement.»

#### *Troisième résolution*

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de EUR 14.000,00 (quatorze mille euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 36.000,00 (trente-six mille euros) à EUR 50.000,-(cinquante mille euros) par la création et l'émission de 140 (cent quarante) actions nouvelles sans valeur nominale, ayant les mêmes droits et obligations que les actions nouvelles.

#### *Souscription - Libération*

L'autre actionnaire ayant renoncé à son droit préférentiel de souscription, est alors intervenue aux présentes les actionnaires actuels,

INVENTIVE VEHICLES HOLDING S.A., R.C.S. Luxembourg en cours, avec siège social au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg,

ici représentée par Monsieur Philippe Chantereau, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé,

Déclare souscrire aux cent quarante (140) actions nouvelles.

Les cent quarante (140) actions nouvelles ont été intégralement libérées en espèces de sorte que le montant de EUR 14.000,- (quatorze mille euros) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ce qui a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

#### *Quatrième résolution*

En conséquence de ce qui précède, l'assemblée décide de modifier l'article 3 des statuts comme suit:

«Le capital social est fixé à cinquante mille euros (50.000.-EUR) représenté par cinq cents (500) actions sans désignation de valeur nominale.»

#### *Cinquième résolution*

L'assemblée décide de transférer le siège social à Z.I. Bommelscheuer, L-4901 Bascharage, de sorte que le deuxième alinéa de l'article 1<sup>er</sup> des statuts aura désormais la teneur suivante:

«Le siège social est établi à Bascharage.»

### Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de EUR 1.400. (mille quatre cents euros).

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec nous Notaire la présente minute.

Signé: P. CHANTEREAU, A. BRAQUET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 6 juin 2011. Relation: LAC/2011/25970. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juin 2011.

Référence de publication: 2011083880/108.

(110093547) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2011.

---

### **Deka-MiddleEast and Africa, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion de Deka-MiddleEast and Africa modifié au 01.07.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Deka International S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2011074364/11.

(110081575) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2011.

---

### **Deka-CorporateBond Euro, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion de Deka-CorporateBond Euro modifié au 01.07.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Deka International S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2011074365/11.

(110081577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2011.

---

### **Deka-WorldGarant 2, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion de Deka-WorldGarant 2 modifié au 01.07.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Deka International S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2011074366/11.

(110081579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2011.

---

### **Deka-WorldGarant 2/2012, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion de Deka-WorldGarant 2/2012 modifié au 01.07.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Deka International S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

*Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank*

Référence de publication: 2011074367/11.

(110081581) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2011.

---

### **3V Invest Swiss Small & Mid Cap, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion de 3V Invest Swiss Small & Mid Cap modifié au 20 mai 2011 a été déposé au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Oppenheim Asset Management Services S.à r.l.

Signatures

Référence de publication: 2011087117/10.

(110096646) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2011.

---

### **DekaLuxTeam-EmergingMarkets, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion de DekaLuxTeam-EmergingMarkets modifié au 01.07.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Deka International S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

*Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank*

Référence de publication: 2011074368/11.

(110081584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2011.

---

### **Deka-EuroStocks, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion de Deka-EuroStocks modifié au 01.07.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Deka International S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

*Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank*

Référence de publication: 2011074369/11.

(110081587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2011.

---

### **DekaLux-Deutschland, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion de DekaLux-Deutschland modifié au 01.07.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Deka International S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

*Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank*

Référence de publication: 2011074370/11.

(110081588) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2011.

---

### **Deka-OptiRent 1+y, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion de Deka-OptiRent 1+y modifié au 01.07.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Deka International S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2011074371/11.

(110081589) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2011.

**ING Lease Luxembourg, Société Anonyme.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 31.049.

L'an deux mille onze, le vingt-quatre mai.

Pardevant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg),

S'est réunie une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société ING Lease Luxembourg, une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, avec siège social à L-2965 Luxembourg, 50, route d'Esch (la «Société»), constituée suivant acte notarié en date du 20 juillet 1989, publié en 1989 au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»), et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte du notaire instrumentant du 29 septembre 2005, publié le 24 novembre 2005 au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1268.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Guy DENOTTE, administrateur directeur, demeurant professionnellement à Luxembourg, qui désigne comme secrétaire Madame Ingrid LENTZ, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Geoffroy PIERRARD, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président a exposé et prié le notaire instrumentant d'acter:

(i) Les actionnaires présents et représentés et le nombre des actions détenues par chacun d'eux ont été renseignés sur une liste de présence signée par les actionnaires présents, par les mandataires des actionnaires représentés et par le bureau de l'assemblée. Ladite liste sera enregistrée avec le présent acte et les procurations paraphées ne varietur par les membres du bureau seront annexées à ce document, pour être enregistrées avec le présent acte;

(ii) L'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire est le suivant:

*Ordre du jour*

1. Refonte intégrale des statuts

2. Divers.

Après avoir approuvé ce qui précède, l'assemblée a approuvé la résolution suivante à l'unanimité:

*Résolution unique*

L'assemblée générale a décidé de procéder à une refonte intégrale des Statuts comme suit:

**«Titre I<sup>er</sup> . - Dénomination - Siège - Objet - Durée**

**Art. 1<sup>er</sup> .** Il existe une société anonyme sous la dénomination ING Lease Luxembourg, régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et en particulier la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, la loi du 25 août 2006, ainsi que par les présents statuts.

**Art. 2.** Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration respectivement de l'administrateur unique, à tout autre endroit de la commune du siège.

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg, au moyen d'une résolution de l'actionnaire unique ou en cas de pluralité d'actionnaires, au moyen d'une résolution de l'assemblée générale des actionnaires.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert, restera luxembourgeoise. Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

**Art. 3.** La société a pour objet toutes opérations de leasing et de mise en location ou en sous-location à court et à long terme de tous biens mobiliers et immobiliers généralement quelconques avec ou sans prise de garanties réelles ou personnelles; à cet effet, elle peut notamment acquérir et mettre en location tous matériels, machines, équipements ou moyens de transports ainsi que tous immeubles bâtis ou non bâtis; elle peut également faciliter l'acquisition par des tiers, sous quelque forme que ce soit. Elle a en outre pour objet le financement ou le refinancement de toutes opérations



mobilières et immobilières, et ce par quelque moyen et sous quelque forme que ce soit avec ou sans prise de garanties réelles ou personnelles.

La société a également pour objet toutes opérations d'affacturage, et notamment reprendre, gérer, transférer, acheter, vendre, encaisser et en général faire toutes transactions portant sur toutes espèces des biens meubles incorporels, valeurs, créances, et droits de toutes espèces, avec ou sans prises de garanties réelles ou personnelles.

La société a encore pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ses participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Enfin, la société a également pour objet d'effectuer pour compte de professionnels du secteur financier, d'établissements de crédit, d'organismes de placement collectif ou fonds de pension de droit luxembourgeois ou de droit étranger, dans le cadre d'un contrat de sous-traitance, des services d'administration qui sont inhérents à l'activité professionnelle du donneur d'ordre, et ce conformément aux stipulations de l'article 29-2. de la loi du 5 avril 1993 telle que modifiée.

D'une manière générale, la société peut faire toutes opérations mobilières ou immobilières, administratives ou financières, commerciales ou industrielles qui se rapportent directement ou indirectement aux opérations susdites ou qui contribuent d'une manière quelconque à leur réalisation.

Elle peut poursuivre la réalisation de son objet, tant pour son compte propre que pour compte de tiers, comme représentant ou autrement, ou par l'entremise de tiers, conjointement ou en participation. Elle peut, à cette fin, conclure tout contrat d'entreprise, de gestion, de participation avec d'autres sociétés ou entreprises

**Art. 4.** La durée de la Société est illimitée.

Elle peut être dissoute, en tout temps, par décision de l'assemblée générale statuant comme en matière de modifications aux statuts.

## **Titre II. - Fonds social**

**Art. 5.** Le capital social est de DEUX MILLIONS CINQ CENT MILLE (2.500.000,-) Euros; il est représenté par DIX MILLE (10.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Toutes les actions sont entièrement souscrites et libérées.

En cas d'augmentation du capital social les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en titres représentatifs de plusieurs actions.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

**Art. 6.** Les actions de la société sont et resteront nominatives.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la loi concernant les sociétés commerciales.

La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur le dit registre.

Des certificats constatant ces inscriptions seront délivrés d'un registre à souches et signés par deux administrateurs respectivement par l'administrateur unique.

## **Titre III. - Administration - Surveillance**

**Art. 7.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, associés ou non, nommés pour un an par l'assemblée générale des actionnaires et en tout temps révocables par elle.

Ils sont rééligibles.

Le mandat des administrateurs sortants cesse immédiatement après l'assemblée générale annuelle qui pourvoit à leur remplacement. En outre il prend fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de l'année civile qui suit celle où les administrateurs atteignent soixante-dix ans.

Le mandat des administrateurs est exercé gratuitement.

Si la société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société a seulement un actionnaire restant, la composition du conseil d'administrateur pour être limitée à un (1) membre, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de plus d'un actionnaire.

**Art. 8.** Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président.

Le conseil se réunit sur la convocation et sous la présidence de son président, ou en cas d'empêchement de celui-ci, d'un administrateur désigné par ses collègues, chaque fois que l'intérêt de la société l'exige, ou chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

Sauf le cas d'urgence qui doit être spécifié dans la convocation, celle-ci sera notifiée au moins huit jours avant la date fixée pour la réunion.

Le conseil se réunit valablement sans convocation préalable au cas où tous les administrateurs sont présents ou valablement représentés.

**Art. 9.** Le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement sur les points de l'ordre du jour que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés.

La présence peut également être assurée par conférence téléphonique ou vidéo conférence.

Tout administrateur empêché ou absent peut donner, par écrit, par télégramme, par télex ou par télécopieur, à un de ses collègues, délégation pour le représenter à une réunion du conseil et y voter en son lieu et place.

Toutefois aucun délégué ne peut représenter plus d'un administrateur.

Les décisions du conseil d'administration régulièrement constitué sont prises à la majorité des membres du conseil présents et dûment représentés.

En cas d'abstention, les décisions sont valablement prises à la majorité des autres membres du conseil présents ou représentés.

En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Les résolutions signées par tous les administrateurs seront aussi valables et efficaces que si elles avaient été prises lors d'un conseil dûment convoqué et tenu. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou sur des copies multiples d'une résolution identique et peuvent être révélées par lettres, télégrammes ou télex.

Un administrateur, ayant des intérêts personnels opposés à ceux de la société dans une affaire soumise à l'approbation du conseil, sera obligé d'en informer le conseil et de se faire donner acte de cette déclaration dans le procès-verbal de la réunion. Il ne peut prendre part aux délibérations afférentes du conseil.

Lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires, avant de procéder au vote de toute autre question, les actionnaires seront informés des matières où un administrateur a un intérêt personnel opposé à celui de la société.

Au cas où un membre du conseil d'administration a dû s'abstenir pour intérêt opposé, les résolutions prises à la majorité des membres du conseil présents ou représentés à la réunion et qui votent, seront tenues pour valables.

Lorsque la société comprend un associé unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la société et son administrateur ayant eu un intérêt opposé à celui de la société.

**Art. 10.** Les décisions du conseil d'administration seront constatées par des procès-verbaux, qui seront insérés dans un registre spécial et signés par la majorité des membres présents.

Les copies ou extraits de ces minutes doivent être signés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs ou par l'administrateur unique.

**Art. 11.** Le conseil d'administration ou l'administrateur unique est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi du 10 août 1915, telle que modifiée ou par les statuts de la société à l'assemblée générale, seront de la compétence du conseil d'administration ou de l'administrateur unique.

**Art. 12.** Le conseil peut, en se conformant à l'article soixante de la loi sur les sociétés commerciales, déléguer ses pouvoirs en partie à un ou plusieurs de ses membres ou à des tiers, même non actionnaires.

L'administrateur unique peut également déléguer ses pouvoirs à des tiers, même non actionnaires.

Le conseil ou l'administrateur unique, selon le cas, pourra notamment charger de l'administration journalière de la société et de l'exécution des décisions du conseil, un ou plusieurs administrateurs-délégués, un comité de direction composé de un ou plusieurs administrateurs et/ou de un ou plusieurs directeurs ou mandataires.

Les pouvoirs et la rémunération des membres du comité de direction, des administrateurs-délégués, des membres de la direction et mandataires sont fixés par le conseil d'administration ou l'administrateur unique, selon le cas.

**Art. 13.** Le contrôle des documents comptables annuels de la société est confié à un ou plusieurs réviseurs d'entreprise désignés par le conseil d'administration ou l'actionnaire unique pour la durée de un an.

**Art. 14.** Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont soutenues ou suivies au nom de la société par le président du conseil d'administration, l'administrateur unique, l'administrateur-délégué ou par deux administrateurs.

**Art. 15.** Sans préjudice de l'exercice des délégations prévues à l'article 12, tous actes engageant la société, ainsi que toutes procurations ou délégations sont valablement signés, au nom de la société, par deux administrateurs. Deux ad-

ministrateurs peuvent, de même, représenter la société dans tous actes; cette disposition s'applique à tous actes et toutes opérations sans exception, y compris ceux mentionnés à l'article 11.

Deux administrateurs, signant conjointement, peuvent conférer des pouvoirs de représentation à un ou plusieurs administrateurs, à un ou plusieurs membres de la direction ou du personnel ainsi qu'à un ou plusieurs tiers.

En cas d'administrateur unique, la société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de cet administrateur

#### **Titre IV. - Assemblées**

**Art. 16.** S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés par l'assemblée des actionnaires et prend les décisions par écrit.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la société. Ses décisions sont obligatoires pour tous les actionnaires, même absents ou dissidents.

**Art. 17.** L'assemblée annuelle se réunit de plein droit, le troisième mardi du mois de mars à dix heures au siège social ou à tout autre endroit indiqué dans les convocations. Au cas où ce jour serait un jour férié légal, la réunion se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Les Assemblées générales, même l'Assemblée générale annuelle, pourront se tenir en pays étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront souverainement appréciées par le Conseil d'administration.

Chaque action donne droit à une voix.

Le Conseil d'administration ou l'administrateur unique, selon le cas, fixera les conditions requises pour prendre part aux Assemblées générales.

**Art. 18.** Chaque fois que tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour soumis à leurs délibérations, l'Assemblée générale peut avoir lieu sans convocations préalables.

**Art. 19.** Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau et les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président ou par deux administrateurs.

#### **Titre V. - Année sociale - Affectation des bénéfices**

**Art. 20.** L'année sociale commence le premier janvier de chaque année et finit le trente et un décembre.

**Art. 21.** L'excédant favorable du bilan, déduction faite des frais généraux, charges sociales et amortissements, forme le bénéfice net.

Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent pour cent pour la formation du fonds de réserve légal; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social.

Le solde du bénéfice net sera réparti entre les actionnaires ou sera reporté à nouveau ou sera affecté à la constitution d'un ou plusieurs fonds de réserves, ordinaires ou extraordinaires, selon ce que l'assemblée décidera.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

#### **Titre VI. - Dissolution - Liquidation**

**Art. 22.** En cas de dissolution, la liquidation de la société sera opérée par le conseil d'administration alors en exercice, à moins que l'assemblée générale ne nomme elle-même les liquidateurs avec détermination de leurs pouvoirs et de leurs émoluments et fixe le mode de liquidation.

Après apurement de toutes les dettes, charges et frais de liquidation, l'actif net sert d'abord à rembourser le montant libéré non amorti des actions.

#### **Titre VII. - Dispositions générales**

**Art. 23.** Pour l'exécution des statuts, tout actionnaire domicilié à l'étranger fait élection de domicile au siège social, où toutes les communications, sommations, assignations, significations, peuvent lui être valablement faites.

**Art. 24. Référence à la loi sur les sociétés commerciales.** Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1919 sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

#### *Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la société des suites de cet acte sont estimés à mille euros (1.000.-Eur).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: G. DENOTTE, I. LENTZ, G. PIERRARD, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 26 mai 2011. Relation: LAC/2011/24386. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 juin 2011.

Référence de publication: 2011085450/218.

(110095760) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2011.

---

**Hutchison 3G Italy Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1728 Luxembourg, 7, rue du Marché-aux-Herbes.

R.C.S. Luxembourg B 77.457.

In the year two thousand and eleven, on the tenth day of June.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Mr. Régis Galiotto, notary clerk, with professional address at 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, acting in his capacity as a special attorney-in-fact by virtue of the resolutions adopted on 28 January 2011 by the board of managers of:

- Hutchison 3G Italy Investments S.à r.l., a limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 7, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register, section B under number 77.457, with a share capital of EUR 2,758,939,525 (two billion seven hundred fifty eight million nine hundred thirty nine thousand five hundred twenty five Euro) represented by 110,357,581 (one hundred ten million three hundred fifty seven thousand five hundred eighty one) shares with a nominal value of EUR 25 (twenty five Euro) per share, each fully paid up.

An excerpt of such resolutions will remain attached to the present deed.

The said appearing person, acting in such capacity, has requested the undersigned notary to record the following declarations and statements:

- that in accordance with the merger project (projet de fusion) in notarial form recorded in a deed of the undersigned notary on 1 February 2011, published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" number C311 of 16 February 2011 (the "Merger Project"), Hutchison 3G Italy Investments S.à r.l., as the absorbing company (the "Absorbing Company"), and Hutchison 3G Italy Investments 2 S.à r.l., a limited liability company (société à responsabilité limitée), which had its registered office at 7, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728, Grand Duchy of Luxembourg, was registered with the Luxembourg Trade and Companies Register, section B under number 107.536, as the absorbed company (the "Absorbed Company"), contemplated to merge;

- that the documents referred to in article 267, paragraph 1) a), b) and c) of the law of 10<sup>th</sup> August 1915 on commercial companies, as amended, were available for inspection by the shareholder of the Absorbing Company at the registered office of the latter, during the period of one month following the publication of the Merger Project in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations;

- that no shareholder required, during the period of one month following the publication of the Merger Project in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, an extraordinary general meeting of the Absorbing Company, to be convened in order to resolve on the approval of the merger;

- that the merger became effective between the merging companies and entailed ipso jure the universal transfer of all assets and liabilities of the Absorbed Company to the Absorbing Company on 17 March 2011, being the expiration of the one-month period starting from the publication of the Merger Project in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 16 February 2011, being noted that the effective date for accounting and tax purposes is 00.00 hrs. on 1 January 2011;

- that following the merger, the Absorbed Company ceased to exist;

- that following the absorption of the Absorbed Company by the Absorbing Company, the shares of the Absorbed Company have been cancelled and the books and documents of the Absorbed Company shall be kept at the registered office of the Absorbing Company, 7, rue du Marché-aux-Herbes, L1728 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg for the legal time period of five years;

- that on the day of publication of this deed in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, the merger will become effective towards third parties.

### Statement

The undersigned notary states, in accordance with article 271(2) of the Law, that he has verified and certified the existence and legality of all the acts and formalities incumbent upon the Company and of the Merger Proposal.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a French version and that at the request of the appearing person and in case of divergences between the two versions, the English version will prevail.

Whereas the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary, by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us notary this original deed.

### Traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le dix juin.

Par-devant Nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

M. Régis Galiotto, clerc de notaire, résidant professionnellement au 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, agissant en sa qualité de mandataire spécial en vertu des décisions adoptées le 28 janvier 2011 par le conseil de gérance de:

- Hutchison 3G Italy Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 7, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728, Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 77.457, dont le capital social est de EUR 2.758.939.525 (deux milliards sept cent cinquante huit millions neuf cent trente neuf mille cinq cent vingt cinq Euros) divisé en 110.357.581 (cent dix mille trois cent cinquante sept mille cinq cent quatre vingt une) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 25 (vingt cinq Euros) chacune, entièrement libérées.

Un extrait desdites décisions restera annexé au présent acte.

Lequel comparant, agissant en ladite qualité, a requis le notaire soussigné d'acter les déclarations et constatations suivantes:

- qu'aux termes d'un projet de fusion établi sous forme notariée, suivant acte du notaire soussigné en date du 1<sup>er</sup> février 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro C-311 du 16 février 2011 (ci-après désigné le «Projet de Fusion»), Hutchison 3G Italy Investments S.à r.l., en tant que société absorbante (ci après désignée la «Société Absorbante») et Hutchison 3G Italy Investments 2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 7, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B sous le numéro B 107.536, en tant que société absorbée (ci-après désignée la «Société Absorbée»), ont projeté de fusionner;

- que les documents prévus à l'article 267, paragraphe 1) a), b) et c) de la loi modifiée portant sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, ont été mis à la disposition pour consultation des associés de la Société Absorbante au siège social de cette dernière, pendant le délai d'un mois suivant la publication du Projet de Fusion au Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations;

- qu'aucun associé de la Société Absorbante n'a requis, pendant le délai d'un mois suivant la publication du Projet de Fusion au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, la convocation d'une assemblée générale extraordinaire de la Société Absorbante, afin de décider de l'approbation de la fusion;

- que la fusion entre les sociétés fusionnantes est devenue définitive et a entraîné de plein droit la transmission universelle de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée le 17 mars 2011, date d'expiration du délai d'un mois suivant la publication du Projet de Fusion au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 16 février 2011, la date de prise d'effet comptable et fiscale ayant été fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2011 à 00h00;

- que suite à la fusion intervenue, la Société Absorbée a cessé d'exister;

- que suite à l'absorption de la Société Absorbée par la Société Absorbante, les parts sociales de la Société Absorbée ont été annulées et les livres et documents de cette dernière seront conservés pendant le délai légal (cinq (5) ans) au siège de la Société Absorbante: le 7, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- qu'au jour de la publication du présent acte au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, la fusion deviendra définitive à l'égard des tiers.

### Déclaration

Le notaire soussigné déclare conformément à l'article 271 (2) de la Loi avoir vérifié et certifié l'existence et la légalité de tous actes et formalités incombant à la Société et du Projet de Fusion.

Le notaire soussigné qui parle et comprend la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française et qu'à la demande de la comparante et en cas de divergences entre les deux versions, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 20 juin 2011. Relation: LAC/2011/28063. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 22 juin 2011.

Référence de publication: 2011086185/109.

(110096760) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2011.

---

#### **DekaLuxTeam-EM Bond, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion de DekaLuxTeam-EM Bond modifié au 01.07.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Deka International S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

*Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank*

Référence de publication: 2011074372/11.

(110081594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2011.

---

#### **Deka-WorldTopGarant 1, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion de Deka-WorldTopGarant 1 modifié au 01.07.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Deka International S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

*Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank*

Référence de publication: 2011074373/11.

(110081599) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2011.

---

#### **Deka-CorporateBond High Yield Euro, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion de Deka-CorporateBond High Yield Euro modifié au 01.07.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Deka International S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

*Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank*

Référence de publication: 2011074374/11.

(110081644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2011.

---

#### **Association culturelle d'Azerbaïdjan à Luxembourg « KARABAGH », Association sans but lucratif.**

Siège social: L-1648 Luxembourg, 8, place Guillaume II.

R.C.S. Luxembourg F 8.714.

#### STATUTS

##### I. Partie

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est créé une association sans but lucratif dénommée Association culturelle d'Azerbaïdjan à Luxembourg «KARABAGH».

L'association a pour objet de promouvoir et diffuser de la culture Azerbaïdjanaise au Luxembourg et dans le Monde en général.

L'association entend

- Promouvoir la culture et l'histoire azerbaïdjanaise,

- Informer et offrir un important réseau relationnel de contact et d'échange d'expériences et de recherches,
- Aider les artistes, écrivains, chanteurs, conteurs, danseurs, peintres, musiciens azerbaïdjanais à se produire dans le Monde.

L'activité de l'association «KARABAGH» comprend notamment:

- l'organisation d'un bureau d'information et de documentation culturelle, historique et touristique notamment par le biais d'un site internet et de la publication de revues, ouvrages et tout autre support permettant la diffusion d'information sur l'Azerbaïdjan;
- l'édition, la distribution et la promotion de livres, bulletins, journaux ou magazines ou plus généralement tous supports d'informations numériques ou non, existant ou à venir, sur support physique ou par transmission informatisée quelle qu'elle soit, donnant des informations sur des événements culturels ou historiques;
- l'organisation de rencontres et voyages pouvant développer des liens entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Azerbaïdjan au niveau culturel et historique;
- l'organisation de séminaires et de divers événements culturels et historiques visant à faire connaître la tradition azerbaïdjanaise.

**Art. 2.** Le siège de l'association est à Luxembourg au 8, place Guillaume II, L-1648 Luxembourg. Le siège peut être transféré en un lieu quelconque du Grand-Duché de Luxembourg sur simple décision du Conseil d'Administration.

## II. Partie - Adhésion

**Art. 3.** Les membres de l'association peuvent être des personnes physiques ou morales intéressées par la promotion et la diffusion des relations culturelles entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Azerbaïdjan. Leur nombre ne peut pas être inférieur à trois.

Leur adhésion à l'association nécessite l'accord du Conseil d'Administration.

**Art. 4.** Les adhérents s'acquittent d'une cotisation dont le montant est défini par l'Assemblée générale. Une cotisation variable peut être appliquée en fonction du statut juridique des adhérents (personnes physiques, association de personnes, personnes morales). La cotisation annuelle ne saurait excéder 1.000,- Euros.

**Art. 5.** L'adhésion prend fin en cas de:

- a) décès d'un adhérent ou de dissolution de la personne morale admise comme adhérent,
- b) démission, qui doit être communiquée par écrit au Président du Conseil d'Administration,
- c) exclusion: le Conseil d'Administration peut déterminer quand l'adhérent ne remplit plus les conditions nécessaires à l'adhésion ou si l'adhérent a agi contre les intérêts et l'objet de l'association.

## III. Partie - Administration de l'association

**Art. 6.** Les organes de l'association sont:

- le Conseil d'Administration,
- l'Assemblée Générale.

**Art. 7.** Le Conseil d'Administration est composé de trois (3) membres au moins. Les membres du Conseil d'Administration sont élus par l'Assemblée Générale au scrutin secret et à la majorité des voix, pour un mandat de deux (2) ans, renouvelable.

Le Conseil élu par l'Assemblée Générale désigne à son tour, en son sein

- Un Président
- Deux Vice-Présidents
- Un Trésorier
- Un Secrétaire Général

Le Conseil se réunit aussi souvent que les intérêts de l'Association l'exigent, au moins une fois tous les six mois, sur la convocation du Président ou d'un Vice-Président lorsque le Président est empêché ou que ledit Conseil n'a pas été convoqué depuis six mois et un jour. Il délibère valablement lorsque la moitié de ses membres sont présents. Les décisions peuvent être prises par échange de télécopies ou de courriels.

Le Conseil est juge de tous les cas non prévus aux présents statuts. Ses décisions seront soumises à la ratification de la prochaine Assemblée Générale.

Après expiration de leur mandat, les membres du Conseil d'Administration restent en fonction jusqu'à leur réélection ou jusqu'à la nouvelle élection d'un successeur. Si un membre quitte le Conseil d'Administration avant expiration de son mandat, le Conseil d'Administration peut désigner un successeur pour la durée restante de la fonction du membre sortant, ce choix devra toutefois être approuvé par la prochaine Assemblée Générale.

Le Conseil d'Administration se réunit tant que de besoin, au moins deux fois par an. Le Président convoque les membres aux réunions du Conseil d'Administration, en mentionnant l'ordre du jour.

Le Président ou, en son absence, un Vice-Président préside les réunions du Conseil d'Administration.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité simple. En cas d'égalité des voix, celle du Président est décisive.

En cas d'empêchement, un administrateur peut se faire représenter par un autre membre du Conseil d'Administration; le mandat doit être écrit. Aucun administrateur ne peut être porteur de plus d'une procuration.

**Art. 8.** Le Conseil d'Administration est compétent pour tous les cas qui ne sont explicitement pas du ressort de l'Assemblée Générale. Il lui appartient en particulier de prendre des décisions en matière de:

- a) date et ordre du jour des Assemblées Générales,
- b) clôture de l'exercice comptable,
- c) établissement des prévisions pour le nouvel exercice,
- d) acquisition et cession de terrains,
- e) questions entraînant une modification essentielle de l'objet de l'association.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration peut déléguer des pouvoirs spéciaux à un ou plusieurs membres ou à des tierces personnes.

A l'égard des tiers, l'association est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux membres du conseil d'administration.

Pour les quittances la seule signature d'un membre du conseil d'administration sera suffisante.

Le Secrétaire Général dispose d'un pouvoir de signature individuelle pour la gestion courante de l'association.

Le conseil d'administration peut déléguer des pouvoirs pour des affaires déterminées à un ou à plusieurs mandataires de son choix.

#### IV. Partie - Assemblée Générale

**Art. 9.** Dans le courant du premier trimestre de chaque année, les membres associés sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire, en vue d'approuver le rapport moral et les comptes de l'année écoulée, et de délibérer sur les autres questions portées à l'ordre du jour.

Le quart des membres associés, présents ou représentés, constitue le quorum nécessaire pour que l'Assemblée Générale délibère valablement.

Au cas où le quorum ne serait pas atteint à une Assemblée Ordinaire, une nouvelle Assemblée pourra avoir lieu un quart d'heure après et délibérera valablement, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Les membres associés empêchés de se rendre aux Assemblées peuvent se faire représenter par un autre membre associé, muni d'un pouvoir écrit.

Ne peuvent prendre part aux Assemblées que les membres qui ont régulièrement acquitté leur cotisation.

**Art. 10.** L'exercice est l'année civile.

**Art. 11.** Le Conseil d'Administration décide du jour et du lieu des Assemblées et envoie les convocations par simple lettre quinze (15) jours au moins avant cette date.

**Art. 12.** L'Assemblée élit chaque année un commissaire aux comptes ne faisant pas partie du Conseil d'Administration, lequel est chargé de la vérification à l'Assemblée Générale pour contrôle et accord.

Il présente le rapport de cette vérification à l'Assemblée Générale pour contrôle et accord.

**Art. 13.** L'Assemblée Générale reçoit les rapports du Conseil d'Administration sur l'activité et l'évolution financière de l'association au cours de l'exercice écoulé.

Elle donne un quitus aux membres du Conseil d'Administration sortants quant à leur fonction administrative.

Les décisions sont prises à la majorité simple, sans considération pour le nombre des membres présents.

**Art. 14.** L'ordre du jour est fixé par le Conseil d'Administration.

Les membres désirant soumettre une proposition à l'Assemblée Générale doivent adresser le texte de la proposition au Président, au minimum une semaine avant l'Assemblée, afin que le Conseil d'Administration puisse l'examiner et, le cas échéant, l'intégrer à l'ordre du jour.

**Art. 15.** Le Conseil a le droit de convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire chaque fois qu'il le jugera nécessaire sur demande commune d'un quart des membres.

Dans ce cas, les convocations devront porter les motifs de la demande de réunion.

La dissolution de l'association ne peut être prononcée qu'en Assemblée Générale Extraordinaire.

#### V. Partie - Moyens

**Art. 16.** Les moyens de l'association sont les suivants:

1. Les cotisations annuelles prévues par l'article 4.



2. Les produits résultant de ses biens et valeurs en tous genres ainsi que de ses prestations de service.
3. Les dons, legs et subventions qui lui sont versés sans conditions.

Ces moyens constituent le budget annuel duquel le Conseil d'Administration dispose conformément à l'objet de l'association.

L'excédent éventuel est reporté sur le budget de l'année suivante ou, sur décision de l'Assemblée Générale, affecté à un fonds de réserve.

## VI. Partie - Dissolution et dispositions générales

**Art. 17.** La dissolution de l'association peut être demandée soit par le Conseil d'Administration, soit par un quart des membres. La demande de dissolution par un quart des membres peut être exprimée lors d'une Assemblée Générale soit par envoi d'un courrier recommandé par chacun des membres requérants. Dès réception, le Président convoque une Assemblée Générale Extraordinaire, autorisée à délibérer en présence de la moitié des membres plus un. La dissolution nécessite une majorité de 3/4 des voix pour que la dissolution soit effective.

Si cette Assemblée ne réunit pas le nombre de membres requis, une nouvelle Assemblée est convoquée dans un délai de 20 jours après la première. Cette Assemblée est autorisée à délibérer à la majorité simple, sans considération pour le nombre de membres présents.

Le patrimoine éventuellement existant est donné aux associations ayant pour vocation la promotion des relations culturelles entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Azerbaïdjan ou, à défaut, à la Croix Rouge Luxembourgeoise.

**Art. 18.** Les dispositions de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif sont applicables pour tous les cas non prévus par les présents statuts.

Statuts approuvés le 21 avril 2011.

Léa Linster, chef, demeurant au 17, route de Luxembourg, L-5732 Frisange, de nationalité luxembourgeoise

Martine Schaeffer, notaire, demeurant au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, de nationalité luxembourgeoise

Docteur Seymour Ahmadov, docteur en sciences politiques, demeurant au 25C, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, de nationalité Azerbaïdjanaise

Eva Rodick, designer, demeurant au 25C, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, de nationalité allemande

Les personnes ci-dessus sont également les fondateurs et membres associés de l'Asbl, Association culturelle d'Azerbaïdjan à Luxembourg «KARABAGH».

En cas de divergence entre la version française et la version anglaise, la version française fera foi.

### Traduction anglaise du texte qui précède:

#### "KARABAGH" Azerbaijani Cultural Association in Luxembourg Non Profit Making Association

Trade and Companies Register of Luxembourg number F 8.714.

### Articles of Incorporation

#### Part I

**Art. 1.** There is hereby formed a non profit making association under the name of "KARABAGH" Azerbaijani Cultural Association in Luxembourg.

The association's purpose is to promote and spread the Azerbaijani culture in Luxembourg and around the world.

The Association intends:

- to promote Azerbaijani history and culture
- to provide information, offering a large network of relations, contacts, shared experience and research
- to help Azerbaijani artists, writers, singers, storytellers, dancers, painters and musicians become known in the world

The activities of the "KARABAGH" Association shall in particular include the following:

- organization of an information desk, which would include cultural and touristic documentation by means of creating a website, publishing of journals, works and giving any other support to spread information about Azerbaijan;
- publication, distribution and promotion of books, newsletters, newspapers, magazines and moreover of any physical or digital media content and data carriers related to cultural and historical events;
- organization of meetings and trips that can develop cultural relations between the Grand Duchy of Luxembourg and Azerbaijan in the cultural and historical spheres;
- organization of seminars and of various cultural and historical events in order to promote Azerbaijani traditions.

**Art. 2.** The registered office of the association is established in Luxembourg, 8, place Guillaume II, L-1648 Luxembourg. It may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the Board of Directors.

## Part II - Membership

**Art. 3.** The members of the association can be natural or legal persons interested in promotion and development of cultural relations between the Grand Duchy of Luxembourg and Azerbaijan. Their number shall not be less than three.

Their membership in the association must be approved by the Board of Directors.

**Art. 4.** The members pay an acceptance fee, the level of which shall be established by the General Meeting. A variable fee can be applied according to the legal status of members (natural persons, associations of persons, legal persons). The fee shall not exceed € 1,000.00.

**Art. 5.** The membership shall terminate in the following cases:

- a) decease of a member or dissolution of the legal person accepted as a member,
- b) voluntary departure that can only occur after a written declaration to the President of the Board of Directors,
- c) exclusion which can be resolved upon by the Board of Directors if the member does not fulfil the conditions necessary for the membership or if the member contravenes the interests and the purpose of the association.

## Part III - Management of the association

**Art. 6.** The association's bodies are:

- the Board of Directors,
- the General Meeting.

**Art. 7.** The Board of Directors consists of at least three (3) members. The Board members are elected by the General Meeting by a secret ballot and a majority of votes, for a period of two (2) years, which shall be renewable.

The Board elected by the General Meeting appoints in its turn, out of its members,

- a Chairman
- two Vice Chairmen
- a Treasurer
- a Secretary General

The Board holds meetings as often as the interests of the association so require, but at least once every six months. The meetings shall be convened by the Chairman or by a Vice Chairman if the Chairman is prevented to convene a meeting or if the Board hasn't held any meeting for six months and one day. It can validly deliberate if a half of its members are present. The decisions can be taken by an exchange of faxes or e-mails.

The Board examines all issues not mentioned herein. Its decisions are subject to ratification of the next General Meeting.

After the termination of their mandates the members of the Board remain in office until their re-election or until the new election of a successor. If a member leaves the Board of Directors prior to the expiration of the mandate, the Board of Directors can appoint a successor for the remaining period in office of the leaving member. However, their choice shall be approved by the next General Meeting.

The Board of Directors meets as often as shall be necessary, at least two times per year. The Chairman convenes the members at Board meetings, indicating their agendas.

The Chairman or, in his absence, a Vice Chairman, presides over Board meetings.

Resolutions of the Board of Directors are taken by a simple majority. In the case of a tie the Chairman shall have the casting vote.

Should the Director be prevented from coming, he can be represented by another member of the Board; a proxy for voting purposes is valid only if a written authorisation is provided. No Director can have more than one proxy.

**Art. 8.** All matters not expressly reserved to the General Meeting are within the competence of the Board of Directors. In particular, the Board has full power to take decisions concerning:

- a) date and agenda of General Meetings,
- b) end of fiscal year,
- c) provisions for the new fiscal year,
- d) acquisition or assignment of lands,
- e) issues implying any essential modifications to the association's purpose.

All rights not expressly reserved by law or by the present Articles of incorporation to the General Meeting are within the competence of the Board of Directors.

The Board of Directors can delegate some of its special powers to one or more members or to a third party.

Regarding the third party, the association shall be validly engaged by the conjoint signatures of two members of the Board of Directors.

Receipts shall require only one signature of a member of the Board of Directors.

The Secretary General shall have the power of individual signature for the purposes of daily management of the Association.

The Board of Directors can delegate its powers in certain cases to one or more authorized agents of its choice.

#### **Part IV - General Meeting**

**Art. 9.** During the first quarter of each year the associate members are convened for the Annual General Meeting in order to approve the policy report and the annual accounts of the ending year and to deliberate on the other issues put on the agenda.

A quarter of the associate members, present or represented, constitute the quorum, necessary for the Board of Directors to valuably deliberate.

If the quorum is not reached at an Annual Meeting, a new Meeting can be held after a quarter of an hour and deliberate valuably, whichever is the number of the members present or represented.

Should the associate members be prevented from attending the Meeting, they can be represented by another associate member having the power of attorney.

Only members who regularly paid their fees can take part in General Meetings.

**Art. 10.** The fiscal year shall be the calendar year.

**Art. 11.** The Board of Directors takes decisions concerning the date and the place of General Meetings and sends the convening notices by a simple letter at least fifteen (15) days before the date.

**Art. 12.** Every year the General Meeting appoints an auditor who shall not be a member of the Board of Directors and who shall be in charge of control and approval inspection in the course of General Meetings.

He gives a report of this inspection to the General Meeting for its control and approval.

**Art. 13.** The General Meeting receives from the Board of Directors reports concerning the activity and financial evolution of the association during the last fiscal year.

It discharges the members leaving the Board of Directors of their administrative functions.

The resolutions are taken by a simple majority, whatever is the number of the present members.

**Art. 14.** The agenda is made by the Board of Directors.

Members wishing to submit a motion to the General Meeting shall send the text of this motion to the Chairman at the latest one week before the Meeting, so that the Board of Directors could examine and, consequently, put it on the agenda.

**Art. 15.** The Board has the right to convene Extraordinary General Meetings on a common request of a quarter of the members, as often as it deems necessary.

In this case convening notices shall indicate the reasons of the call for a meeting.

The dissolution of the association can only be pronounced at an Extraordinary General Meeting.

#### **Part V - Funds**

**Art. 16.** The association has the following funds:

1. Annual fees specified in the article 4.
2. Revenues from its property, values of all types and service delivery.
3. Gifts and dons, legacies and grants paid without conditions.

These funds constitute the annual budget disposed of by the Board of Directors in accordance with the association's purposes.

Any surplus shall be brought forward to the next year budget or, following the decision of the General Meeting, earmarked to a reserve fund.

#### **Part VI - Dissolution and General Provisions**

**Art. 17.** The dissolution of the association can be requested either by the Board of Directors or by a quarter of the members. The request for dissolution by a quarter of the members can be either introduced during a General Meeting or submitted by registered letter by each member wishing to make a request. On reception of such a request the Chairman convenes an Extraordinary General Meeting, which is authorized to deliberate in the presence of half plus one of its members. To be valid, the resolution of dissolution needs a 3/4 majority of votes.

If the number of members is less than necessary, a new Meeting is convened within 20 days after the first one. This Meeting is authorized to deliberate by a simple majority, whatever the number of the present members is.

The existing property shall be given to the associations, having for the purpose promotion of cultural relations between the Grand Duchy of Luxembourg and Azerbaijan or, in the absence thereof, to the Luxembourg Red Cross (Croix Rouge Luxembourgeoise).

**Art. 18.** The provisions of the law amended as of April 21, 1928, concerning non-profit making associations and foundations, are applicable for all the cases not specified herein.

The articles approved as of March 21<sup>st</sup>, 2011.

Lea Linster, chef, residing at 17, route de Luxembourg, L-5732 Frisange/Luxembourg, citizen of Grand Duchy of Luxembourg

Martine Schaeffer, notary, residing at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, citizen of Grand Duchy of Luxembourg

Doctor Seymour Ahmadov, PhD in political science residing at 25C, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, citizen of Azerbaijan

Eva Rodick, residing at residing at 25C, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, citizen of Germany

The persons mentioned above are the founders and the associate members of the non profit making association "KARABAGH" Azerbaijani Cultural Association in Luxembourg.

In case of divergences between the English and the French texts, the French version will prevail.

Signature.

Référence de publication: 2011087176/292.

(110062706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

---

#### **DekaLux-Pazifik, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion de DekaLux-Pazifik modifié au 01.07.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Deka International S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

*Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank*

Référence de publication: 2011074375/11.

(110081646) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2011.

---

#### **DekaLux-GlobalResources, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion de DekaLux-GlobalResources modifié au 01.07.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Deka International S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

*Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank*

Référence de publication: 2011074376/11.

(110081647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2011.

---

#### **Deka-ZielGarant, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion de Deka-ZielGarant modifié au 01.07.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Deka International S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

*Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank*

Référence de publication: 2011074377/11.

(110081648) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2011.

---

#### **DekaLux-PharmaTech, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion de DekaLux-PharmaTech modifié au 01.07.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Deka International S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

*Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank*

Référence de publication: 2011074378/11.

(110081649) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2011.

---

**Self Service Böschendall, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: Obercorn,

R.C.S. Luxembourg B 8.870.

—  
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement en date du 19 mai 2011, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a ordonné après avoir entendu le juge-commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, la clôture des opérations de liquidation pour absence d'actifs de la société SELF SERVICE «BÖSCHENDALL» S.à r.l., inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 8870, dont le siège social est à L- Obercorn.

Pour extrait Conforme

Me Frédéric Delsol

*Le liquidateur*

Référence de publication: 2011088058/16.

(110098616) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2011.

---

**Cardif Lux International, Société Anonyme.**

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 47.240.

**Fortis Luxembourg-Vie S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 16, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 30.415.

—  
PROJET COMMUN DE FUSION

Linklaters

35, avenue John F. Kennedy

P.O. Box 1107

L-1011 Luxembourg

Telephone (352) 26 08 1

Facsimile (352) 26 08 88 88

ENTRE

Cardif Lux International

société anonyme au capital de 57.235.000,- euros, divisé en 2.289.400 actions d'une valeur nominale de 25.- euros chacune, dont le siège social est situé au 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, Section B, sous le numéro 47240, constituée suivant acte reçu par Maître André Schwachten, notaire de résidence à Luxembourg, le 5 avril 1994, acte publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 186 du 11 mai 1994, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Marc Lecuit, notaire de résidence à Mersch du 12 décembre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 262 du 6 février 2009 (ci-après «CLI»),

d'une part

ET

Fortis Luxembourg-Vie S.A.

société anonyme au capital de 31.176.273,37 euros, divisé en 12.918 actions sans valeur nominale, dont le siège social est situé au 16, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, Section B, sous le numéro 30415, constituée suivant acte reçu par Maître Reginald Neuman, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 31 mars 1989, acte publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 248 de 1989, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg du 7 juin 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1135 du 26 juillet 2002 (ci-après «FLV»),

Il a été convenu comme suit par les conseils d'administration de FLV et de CLI des modalités et conditions de la fusion par absorption de FLV par CLI, à réaliser en conformité avec les articles 257 à 276 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»):

### **1. Motifs et Buts de la fusion.**

#### **1.1 Présentation des sociétés qui fusionnent et de la société issue de la fusion**

1.1.1 CLI, constituée sous la forme d'une société anonyme suivant acte reçu par Me André Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, le 5 avril 1994, est une société ayant comme objet de faire pour elle ou pour compte de tiers, toutes opérations d'assurance, de coassurance et de réassurance, généralement quelconques, dans la branche Vie, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Elle peut s'intéresser dans toutes sociétés, entreprises ou opérations ayant un objet similaire ou de nature à favoriser la réalisation de son objet. En général, elle peut faire toutes autres transactions commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières, se rattachant directement à son objet ou à tout autre objet social similaire ou susceptible d'en favoriser l'exploitation et le développement. Le capital social de CLI est composé de 2.289.400 actions d'une valeur nominale de 25,- euros chacune et s'élève donc à ce jour à 57.235.000,- euros.

FLV, constituée sous la forme d'une société anonyme suivant acte reçu par Maître Reginald Neuman, notaire de résidence à Luxembourg le 31 mars 1989, est une société ayant comme objet toutes opérations d'assurance et de réassurance relatives à la branche Vie Ses opérations peuvent comprendre l'organisation et l'exploitation, soit par elle-même, soit à l'intervention de tous autres organismes, de tous systèmes d'assurance, de co-assurance et de réassurance relatifs aux branches mentionnées ci-dessus. En vue de réaliser son objet social, elle peut faire toutes opérations mobilières, immobilières, financières, industrielles, commerciales ou civiles se rattachant directement à l'objet ci-dessus défini; en outre la société peut s'intéresser par voie d'apport, de fusion, de souscription, de gestion ou de toute autre manière, dans toutes entreprises, associations ou sociétés ayant un objet social propre à favoriser le développement de la société. Le capital social de FLV est composé de 12.918 actions sans valeur nominale. Le capital social de FLV s'élève à ce jour à 31.176.273,37 euros. FLV n'a pas émis d'actions ou de titres de nature autre que les actions ordinaires composant son capital.

1.1.2 Après la fusion, CLI continue à être dénommée «Cardif Lux International», une société anonyme constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, Section B, sous le numéro 47240.

#### **1.2 Motifs et buts de la fusion**

L'opération s'inscrit dans le but de réunir les activités de deux compagnies spécialisées en assurance vie, détenues en partie par un actionnariat indirect en commun. La fusion a pour objectif de simplifier la gestion administrative et d'optimiser la politique commerciale.

**2. Comptes annuels.** Les comptes annuels de CLI au 31 décembre 2010 ont été arrêtés par le conseil d'administration de CLI le 4 mars 2011 et ont été soumis à l'approbation de l'assemblée générale annuelle de CLI le 26 avril 2011.

Les comptes annuels de FLV au 31 décembre 2010 ont été arrêtés par le conseil d'administration de FLV le 1<sup>er</sup> avril 2011 et ont été soumis à l'approbation de l'assemblée générale annuelle de FLV le 1<sup>er</sup> avril 2011.

**3. Valeur d'apport.** Les actifs et passifs apportés à CLI sont retenus à des fins comptables pour leur valeur nette comptable au 31 décembre 2010, étant entendu que la partie non libérée des actions partiellement libérées de FLV sera entièrement libérée avant la tenue de l'assemblée générale de FLV approuvant la fusion.

L'actif net apporté à la société CLI par la société FLV s'élève à quatre-vingt-seize millions deux cent soixante-neuf mille huit cent quatre-vingt quatre euros (EUR 96.269.884).

**4. Désignation des éléments d'actif apportés.** L'apport-fusion de FLV à CLI comprend l'universalité des actifs de FLV telle qu'elle existera au jour de la réalisation de la fusion.

**5. Prise en charge du passif de FLV.** La présente fusion est consentie et acceptée moyennant prise en charge par CLI, en l'acquit de FLV, de l'ensemble du passif de cette dernière, tel qu'il existera au jour de la réalisation de la fusion.

**6. Rapport d'échange des droits sociaux et Parité.** Le ratio d'échange de FLV et CLI a été établi par les conseils d'administration de FLV et de CLI et sera soumis à l'appréciation d'Ernst & Young S.A., expert indépendant désigné en vertu de l'article 266 de la Loi, sous réserve de sa nomination par le Président du Tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale, sinon par deux réviseurs d'entreprises agréés nommés à cet effet par les conseils d'administration de FLV et de CLI.

Le ratio d'échange retenu est de 354,45100 actions CLI pour une (1) action FLV avec arrondi au nombre pair inférieur.

**7. Propriété et Jouissance des biens apportés.** CLI sera propriétaire des biens apportés à compter de la date de réalisation définitive de la fusion. Sous réserve de l'accord des autorités, la fusion sera réalisée de manière rétroactive au 1<sup>er</sup> janvier 2011 d'un point de vue comptable et fiscal.

La fusion sera définitivement réalisée par l'approbation des assemblées générales extraordinaires de CLI et de FLV qui se tiendront le ou après le 31 août 2011.

**8. Charges et Conditions.** L'apport à titre de fusion de tous les actifs de FLV à CLI est fait à charge pour CLI de supporter en l'acquit de FLV tout son passif.

En conséquence, conformément aux dispositions de l'article 268 de la Loi, les créanciers de FLV et CLI dont la créance sera antérieure à la publication du présent projet de fusion pourront demander la constitution de sûretés dans un délai de deux mois à compter de la publication du présent projet de fusion.

Par l'effet de l'apport à titre de fusion de FLV:

- CLI prendra les biens et droits apportés dans l'état où ils se trouveront à la date de réalisation définitive de la fusion.
- A compter de la réalisation définitive de la fusion, CLI supportera et acquittera tous impôts et taxes ainsi que toutes charges quelconques afférents aux biens et droits apportés.
- CLI sera substituée purement et simplement dans le bénéfice et les obligations de tous contrats et conventions intervenus avec des tiers.
- CLI sera subrogée purement et simplement dans les droits, actions, hypothèques, privilèges, garanties et sûretés personnelles ou réelles qui peuvent être attachés aux créances apportées
- CLI sera substituée à FLV dans tous ses engagements hors bilan.
- Les créances et dettes qui peuvent exister entre CLI et FLV seront éteintes par confusion suite à la fusion.

CLI remplira, le cas échéant, toutes formalités requises en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des divers éléments d'actif apportés.

Etant donné que CLI et FLV sont des entreprises d'assurances, la fusion est soumise à la condition préalable de l'obtention de l'accord ou du non-refus du Ministre compétent ou, le cas échéant, du Commissariat aux Assurances.

**9. Rémunération de l'apport - Fusion.** Sous réserve que le nombre d'actions CLI et FLV ne soit pas modifié (et afin d'écartier tout doute possible, la libération du capital social de FLV non versé ne sera pas considérée comme opérant une telle modification) jusqu'à la date de réalisation définitive de la fusion, il sera effectivement créé 4.578.798 actions CLI, en échange des actions FLV détenues par BGL BNP Paribas et Ageas Insurance International NV

CLI émettra, à titre d'augmentation de capital, 4.578.798 actions nouvelles d'une valeur nominale de 25,- euros chacune, soit pour un montant nominal total de 114.469.950,- euros.

A raison du ratio d'échange mentionné à la Section 6, 2.289.399 de ces actions nouvelles seront attribuées à BGL BNP Paribas et 2.289.399 de ces actions nouvelles seront attribuées à Ageas Insurance International NV. Toutes les actions nouvelles porteront jouissance à la date de réalisation définitive de la fusion.

Elles donneront droit à toute distribution de réserves et de dividendes décidée postérieurement à leur émission. Elles seront délivrées par inscription au registre des actionnaires de CLI.

**10. Augmentation de capital.** CLI créera 4.578.798 actions nouvelles d'une valeur nominale de 25,- euros chacune et sans prime d'émission, en rémunération de l'apport-fusion de FLV et procédera ainsi à une augmentation de capital d'un montant de 114.469.950,- euros.

Le capital de CLI sera donc augmenté de .....	114.469.950,- euros
et ainsi porté de .....	57.235.000,-euros
à .....	171.704 950,-euros

Le capital de CLI sera alors divisé en 6.868.198 actions d'une valeur nominale de 25 - euros chacune, entièrement libérées et toutes de même catégorie.

Les 4.578.798 actions nouvelles seront soumises à toutes les dispositions statutaires de CLI et jouiront dès leur émission des mêmes droits que les actions anciennes.

Ces 4.578.798 actions nouvelles seront toutes négociables sous réserves d'éventuelles restrictions statutaires dès la réalisation définitive de l'augmentation de capital de CLI.

**11. Dissolution de FLV.** En application des dispositions de l'article 274 de la Loi, dès la date effective de la fusion, l'ensemble de l'actif et du passif de FLV sera transféré automatiquement à CLI et FLV se trouvera dissoute de plein droit.

Le passif de FLV devant être entièrement pris en charge par CLI, la dissolution de FLV, du fait de la fusion, ne sera suivie d'aucune opération de liquidation.

**12. Conditions de réalisation et Date d'effet de la fusion.** La fusion par absorption de FLV par CLI, l'augmentation de capital de CLI et la dissolution sans liquidation de FLV qui en résultent, deviendront effectives entre parties lorsque les décisions suivantes auront été prises:

- approbation par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de FLV de la présente convention et de l'apport-fusion qui y est convenu; et
- approbation par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de CLI de la présente convention et de l'apport-fusion qui y est convenu et de l'augmentation de capital corrélative.

En application des dispositions de l'article 273 de la Loi, la fusion par absorption de FLV par CLI, l'augmentation de capital de CLI et la dissolution sans liquidation de FLV qui en résulte n'auront d'effet à l'égard des tiers qu'après la

publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations des procès-verbaux des assemblées générales de CLI et de FLV.

**13. Droits spéciaux et Avantages.** Aucun droit spécial ne sera conféré par CLI à ses actionnaires, ni aux porteurs de titres autres que des actions

Aucun avantage particulier ne sera attribué aux membres du conseil d'administration et aux commissaires ou réviseurs d'entreprises de CLI et de FLV en rapport avec et comme conséquence de la fusion.

**14. Frais et Droits.** Tous les frais, droits et honoraires auxquels donneront ouverture les présentes et leur réalisation, incomberont à CLI, sauf convention contraire.

**15. Élection de domicile.** Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les soussignés, ès-qualités, font respectivement élection de domicile au siège de la société qu'ils représentent.

**16. Pouvoirs.** Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes pour remplir toutes formalités et effectuer toutes déclarations, significations, dépôts et publications qui pourraient être nécessaires ou utiles.

**17. Documents.** Le projet de fusion, les comptes annuels ainsi que les rapports de gestion des trois derniers exercices de CLI et de FLV utilisés pour établir les conditions de l'opération de fusion, les rapports des conseils d'administration et le rapport du ou des experts indépendants sur la fusion de CLI et de FLV sont disponibles au siège social de chacune des sociétés qui fusionnent pour inspection par les actionnaires au moins un mois avant la date des assemblées générales devant statuer sur la fusion de CLI et FLV.

Fait à Luxembourg, le 7 juin 2011.

CLI / FLV

Représentée par Fabrice Bagne, / Représentée par Steven Braekeveldt,

Administrateur-délégué de CLI / Président du conseil d'administration de FLV

Mandataire spécial suivant pouvoirs spéciaux délégués par le conseil d'administration lors de sa réunion du 7 juin 2011 /

Mandataire spécial suivant pouvoirs spéciaux délégués par le conseil d'administration lors de sa réunion du 6 juin 2011

Référence de publication: 2011082660/171.

(110091868) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2011.

---

#### **Deka-ConvergenceAktien, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion de Deka-ConvergenceAktien modifié au 01.07.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Deka International S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2011074379/11.

(110081650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2011.

---

#### **Deka-EuroGarant 2, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion de Deka-EuroGarant 2 modifié au 01.07.2011 a été déposé au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Deka International S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2011074648/11.

(110082590) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2011.

---

#### **DekaLux-Japan, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion de DekaLux-Japan modifié au 01.07.2011 a été déposé au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.



Deka International S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

*Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank*

Référence de publication: 2011074649/11.

(110082593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2011.

---

**Deka-OptiRent 2y (II), Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion de Deka-OptiRent 2y (II) modifié au 01.07.2011 a été déposé au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Deka International S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

*Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank*

Référence de publication: 2011074650/11.

(110082595) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2011.

---

**Enovos Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1445 Strassen, 2, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 44.683.

In the year two thousand and eleven, on the twentieth day of June,  
before Maître Joëlle Baden, notary residing in Luxembourg,

there appeared:

ENOVOS LUXEMBOURG S.A., a société anonyme, having its registered office at 2, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 44.683 (the "Company"),

duly represented by Mr Carsten Opitz, lawyer, with professional address in Luxembourg,

by virtue of a proxy given in Luxembourg, on 15 June 2011.

The above mentioned proxy, after having been initialled *ne varietur* by the proxyholder and the undersigned notary, will remain attached to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated above, requested the notary to state:

1.- According to section XIV and more precisely articles 261 and 278 of the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law"), a merger plan has been drawn up on 10 May 2011 by deed of the undersigned notary in relation to the merger by absorption of Luxgas S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of Luxembourg and having its registered office at 2, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 152.214 ("Luxgas S.à r.l."), by the Company, the latter being the holder of 100% of the shares of Luxgas S.à r.l.

2.- The merger plan has been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1019 of 17 May 2011.

3.- According to point 7 and 8 of the above-mentioned merger plan, one or more shareholders of the absorbing company owning at least 5% of the shares of the subscribed capital were entitled to request, for a period of at least one month from the date of the publication of the merger plan in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, i.e. until 18 June 2011, the convening of a general meeting of the absorbing company in order to decide upon the approval of the merger, failing which the merger is definitely considered implemented with effect on 30 June 2011.

4.- The appearing person, represented as stated above, acknowledges hereby that no convening of a general meeting has been requested within the required delay.

5.- Consequently and according to the Law and the merger plan, the merger becomes effective on 30 June 2011.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French translation. On express request of the same proxyholder, and in case of divergences between the French and the English texts, the English text shall prevail.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, in the office of the undersigned notary, on the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing person, said person signed together with the notary the present original deed.

**Suit la version française du texte qui précède:**

L'an deux mille onze, le vingt juin,  
par-devant Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg,

a comparu:

ENOVOS Luxembourg S.A., ayant son siège social sis au 2, rue Thomas Edison à L-1445 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 44.683 (la «Société»), dument ici représentée par Monsieur Carsten Opitz, avocat, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, en date du 15 juin 2011.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par le représentant de la partie comparante et le notaire soussigné, demeurera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire d'acter ce qui suit:

1. Conformément à la section XIV et plus particulièrement aux articles 261 et 278 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), un projet de fusion a été établi en date du 10 mai 2011 par acte du notaire soussigné, en vue de la fusion par absorption de Luxgas S.à r.l., une société à responsabilité constituée et existante conformément à la loi du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social sis 2, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 152.214 («Luxgas S.à r.l.»), par la Société, détenant 100% des actions de Luxgas S.à r.l.

2. Ce projet de fusion a été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1019 du 17 mai 2011.

3. Comme indiqué aux points 7 et 8 du prédit projet de fusion, un ou plusieurs actionnaires de la société absorbante disposant d'au moins 5% du capital souscrit ont eu le droit de requérir pendant un délai d'au moins un mois à compter de la date de publication du projet de fusion au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, soit jusqu'au 18 juin 2011, la convocation d'une assemblée générale de la société absorbante appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion, faute de quoi la fusion est réputée définitivement réalisée avec effet au 30 juin 2011.

4. Par la présente la comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, constate que la convocation d'aucune assemblée générale n'a été requise dans le délai ci-dessus indiqué.

5. Par conséquent et conformément à la Loi et au projet de fusion, la fusion deviendra définitive avec effet au 30 juin 2011.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en-tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais déclare qu'à la demande du mandataire de la comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la demande du même mandataire et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé le présent acte ensemble avec le notaire.

Signé: C. OPITZ et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 20 juin 2011. LAC/2011/28025. Reçu soixante-quinze euros (€ 75,-).

Le Receveur (signé): SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 21 juin 2011.

Joëlle BADEN.

Référence de publication: 2011087530/80.

(110096902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2011.

**Deka-OptiRent 5y, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion de Deka-OptiRent 5y modifié au 01.07.2011 a été déposé au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Deka International S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

*Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank*

Référence de publication: 2011074651/11.

(110082600) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2011.

**Deka-OptiRent 2y, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion de Deka-OptiRent 2y modifié au 01.07.2011 a été déposé au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Deka International S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

*Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank*

Référence de publication: 2011074652/11.

(110082601) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2011.

### **DekaLux-MidCap, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion de DekaLux-MidCap modifié au 01. Juli 2011 a été déposé au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Deka International S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

*Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank*

Référence de publication: 2011074653/11.

(110082604) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2011.

### **Fin.Bra. S.A., Société Anonyme.**

**Capital social: EUR 5.000.000,00.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 76.204.

api holding S.p.A.

Siège social: Roman, Via Salaria 1322

capital social entièrement libéré: euro 361.200,00

code fiscal e numéro di inscription au près "Ufficio del Registro delle Imprese di Roma" 08505000581

numéro REA auprès CCIAA RM660678

### **PROJET DE SCISSION**

Le Conseil d'Administration de la société FIN.BRA. S.A. (la "société scindée") et le Conseil d'Administration de la société api holding S.p.A. (la "société bénéficiaire") en conformité avec les art. 2506-bis et 2505 du code civil italien e à Luxembourg des art. 289 et succ, de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 telle que modifiée, rédigent le projet de scission suivant:

**1. Objectif de la scission.** La scission qui fait l'objet de ce projet s'intègre dans une plus ample opération de rationalisation de l'actuelle structure du Groupe.

La scission opérant au bénéfice de api holding S.p.A. de la participation détenue par FIN.BRA. S.A. dans api real estate S.r.l., égale à 48,51% du capital social de cette dernière, a pour objectif, en particulier, de permettre à api holding S.p.A. d'augmenter sa participation directe dans le capital social de api real estate S.r.l., dont elle détient déjà 51,31%.

### **2. Type, forme, dénomination sociale et siège statutaire des sociétés participant à la scission et loi applicable.**

#### **2.1 Société scindée**

FIN.BRA. S.A., société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 19-21 Boulevard du Prince Henri et inscrite au Registre de Commerce sous le numéro RCS Luxembourg B 76.204, capital social euro 5.000.000,00.

#### **2.2 Société bénéficiaire**

api holding S.p.A., "società per azioni" de droit italien, ayant siège social à Roma, I-00138, Via Salaria 1322, Italie, et inscrite auprès de "l'Ufficio del Registro delle Imprese" de Roma sous le numéro 08505000581, numéro REA RM660678, capital social euro 361.200,00.

**3. Statuts de la société bénéficiaire.** Conformément aux art. 2501-ter et 2506-bis du Codice Civile italien, les statuts de la société bénéficiaire sont annexés au présent projet.

### **4. Modalités de l'opération.** La scission se présente comme:

a) partielle, étant donné que la société scindée transfère, sans dissolution, seulement une partie de son patrimoine actif, tel que spécifié au paragraphe 6 ci-après, tout en continuant à opérer avec la partie restante de son patrimoine actif et passif; en outre, étant donné que la société scindée est entièrement détenue par la société bénéficiaire la scission

n'entraînera aucune modification de la participation dans le capital de la société bénéficiaire, ni de la participation dans le capital de la société scindée;

b) scission avec une société bénéficiaire préexistante, étant donné que la société bénéficiaire api holding S.p.A. est une société déjà constituée et que son objet social est conforme à l'activité qu'elle exercera une fois cette scission réalisée;

c) une scission transfrontalière, entre sociétés avec siège statutaires au sein de la UE, étant donné que la société scindée a son siège social au Grand-Duché de Luxembourg et qu'elle est régie par le droit luxembourgeois alors que la société bénéficiaire a son siège social en Italie et est régie par la loi italienne.

La scission transfrontalière est consentie par le droit national des deux pays impliqués dans la présente opération de scission.

**5. Etat comptable, rapport des organes de gestion et Rapport des experts.** Le bilan au 31.12.2010 des sociétés participant à la scission sera utilisé comme situation comptable aux fins de la scission.

Conformément à l'art. 2506-ter, alinéa 4 du Code Civil italien, l'accord unanime des associés est demandé afin que l'organe de gestion soit dispensé de la rédaction du rapport illustratif tel que prévu au même art. 2506-ter, alinéa 1 et 2.

Conformément à l'art. 2506-ter, alinéa 3 du Code Civil italien, le rapport des experts prévu à l'art. 2501-sexies n'est pas requis, étant donné que la scission ne prévoit pas de critères de remise des parts de type non-proportionnel et la société bénéficiaire détient la totalité du capital social de la société scindée.

Conformément à l'art. 296 de la Loi luxembourgeoise sur les Sociétés Commerciales, tous les associés des sociétés participant à la scission ont renoncé à l'application des art. 293, 294 paragraphe (1), (2) et (4) et 295 paragraphe (1) c), d) et e) de la Loi sur les Sociétés Commerciales.

**6. Description des éléments du patrimoine faisant l'objet de la scission.** Conformément à l'art 2506-bis, alinéa 1 du Code Civil italien et à l'art. 289 (2) h) de la Loi sur les Sociétés Commerciales, la description des éléments du patrimoine faisant l'objet de la scission est la suivante:

a). participation dans la société api real estate s.r.l., ayant son siège social à Roma, I-00138, inscrite auprès du "Registro delle Imprese" de Roma sous le numéro 08768351002, CC1AA Roma RM1117922, capital social Euro 750.000,00, divisé en parts. La part de participation de FIN.BRA. S.A. faisant l'objet de la scission correspond à 48,51% du capital social, pour une valeur nominale de Euro 363.846,03. La valeur comptable de la participation est égale à Euro 9.895.371,89.

Il n'y aura en outre aucun paiement de soulte en espèces.

**7. Modalités de remise du patrimoine scindé à la société bénéficiaire.** Comme effet de la scission du patrimoine net de la société scindée, un poste du patrimoine net de la société scindée, différent du capital social et dénommé "Résultat Reporté" pour un montant de EUR 9.895.371,89 sera transféré. En contrepartie du transfert du poste du patrimoine à la société bénéficiaire, cette dernière inscrira dans son bilan les éléments du patrimoine objet de la scission et réduira simultanément de façon partielle la valeur comptable de la participation dans la société scindée. Une éventuelle différence positive sera affectée à un poste du patrimoine net dénommé "avanzo di scissione", tandis qu'une éventuelle différence négative sera affectée à un poste comptable de l'actif dénommé "disavanzo di scissione". L'opération n'entraînera aucune augmentation de capital social de la société bénéficiaire ni aucune réduction du capital social de la société scindée.

En conséquence, il ne sera pas nécessaire de procéder à l'annulation d'actions de la société scindée ni à l'émission de nouvelles actions de la société bénéficiaire, et les dispositions de l'art. 289 (2) b), c) et d) de la Loi sur les Sociétés Commerciales, ne sont pas applicables.

**8. Effets de la scission.** Conformément à l'art. 2506-quater du Code Civil italien, la scission n'a d'effet qu'après l'inscription de l'acte de scission auprès de "l'Ufficio del Registro delle Imprese" auprès duquel la société bénéficiaire est enregistrée.

Conformément à l'art. 2501 -ter, alinéa 1, point 6 du Code Civil italien, tel que rappelé par l'art. 2506-quater du Code Civil italien, et conformément à l'art. 289 (2) e) de la Loi luxembourgeoise sur les Sociétés Commerciales, les opérations de la société scindée sont considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la société bénéficiaire à partir de la date d'inscription de l'acte de scission auprès de "l'Ufficio del Registro delle Imprese" auprès duquel la société bénéficiaire est enregistrée.

Quant aux aspects fiscaux italiens, conformément à l'art. 173, alinéa 11 du "Testo Unico" italien, les effets de la scission se produiront après l'inscription de l'acte de scission auprès de l'Ufficio del Registro delle Imprese auprès duquel la société bénéficiaire est enregistrée.

La participation représentative du patrimoine objet de la scission et les rapports juridiques actifs et passifs y afférents seront transférés dans l'état de droit et de fait dans lequel ils se trouveront à la date de prise d'effet de la scission.

**9. Droits et avantages particuliers.** 11 est précisé que, conformément à l'art. 2501-ter du Code Civil italien, aucun droit n'est assuré aux associés ayant des droits spéciaux ni aucun avantage particulier est accordé aux administrateurs.

Conformément à l'art. 289 (2) f) et g) de la Loi luxembourgeoise sur les Sociétés Commerciales, il est précisé qu'aucun droit n'est assuré par la société bénéficiaire aux associés ayant des droits spéciaux et aux porteurs de titres autres que des actions ni aucune mesure n'est proposée, à leur égard. De même, aucun avantage particulier n'est attribué aux membres des organes de gestion ainsi qu'aux commissaires aux comptes des sociétés participant à la scission.

**10. Effets sur l'emploi.** Conformément à l'art. 261 (4) b) de la Loi luxembourgeoise sur les Sociétés Commerciales, la scission n'a aucun effet sur l'emploi en ce qui concerne les sociétés participantes.

**11. Date des comptes pour définir les conditions de la scission.** Conformément à l'art. 261 (4) e) de la Loi luxembourgeoise sur les Sociétés Commerciales, la date des comptes utilisée aux fins de l'opération de scission est le 31 décembre 2010.

Rome, le 30 mai 2011.

api holding S.p.A.

Cav. Lav. Dott. Aldo Maria Brachetti Peretti

*Le Président du Conseil d'Administration*

Conformément à l'art. 263 (4) e) de la Loi luxembourgeoise sur les Sociétés Commerciales, la date des comptes utilisée aux fins de l'opération de scission est le 31 décembre 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mai 2011.

FIN.BRA. S.A.

Mme Marina Padalino et M. Armand De Biase.

*Les administrateurs*

Référence de publication: 2011088672/113.

(110099544) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juin 2011.

---

#### **Deka-Commodities, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion de Deka-Commodities modifié au 01. Juli 2011 a été déposé au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Deka International S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

*Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank*

Référence de publication: 2011074654/11.

(110082605) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2011.

---

#### **Deka-ConvergenceRenten, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion de Deka-ConvergenceRenten modifié au 01. Juli 2011 a été déposé au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Deka International S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

*Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank*

Référence de publication: 2011074655/11.

(110082607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2011.

---

#### **Deka-KickGarant 2006, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion de Deka-KickGarant 2006 au 01. Juli 2011 a été déposé au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Deka International S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

*Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank*

Référence de publication: 2011074656/11.

(110082608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2011.

---

**Actavis New S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.400,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 152.925.

In the year two thousand and eleven, on the twenty-ninth day of March.

Before Maître Edouard Delosch, notary, residing in Rambrouch (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared the following:

- Actavis Equity S.à r.l. with registered office at 16, rue Jean l'Aveugle, L-1148 Luxembourg, registered at the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 152.924 (the "Shareholder"), represented by Me Manfred Müller, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Luxembourg on 22 March 2011; such proxy, signed by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed.

The Shareholder has requested the notary to record that:

I. The Shareholder is the sole shareholder of Actavis New S.à r.l. (the "Company"), a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 16, rue Jean l'Aveugle, L-1148 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, on 28 April 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1080 dated 22 May 2010, registered at the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 152.925. The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time on 18 January 2011 by a deed of the undersigned notary, not yet published.

II. The issued capital of the Company is set at twelve thousand four hundred Euro (EUR 12,400.-) divided into twelve thousand four hundred (12,400) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, all of which are fully paid up.

III. The Shareholder has recognised to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

*Agenda:*

1 Transfer of the registered office of the Company from 16, rue Jean l'Aveugle, L-1148 Luxembourg to 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach and consequent amendment of article 2, first and second paragraph, of the Company's articles of association;

2 Amendment of the number of members mandatorily required for the composition of the Company's board of managers and consequent amendment of article 9, paragraph 1, of the Company's articles of association;

3 Miscellaneous.

The Shareholder has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

*First resolution*

The Shareholder resolved to transfer the registered office of the Company from its current address, being 16, rue Jean l'Aveugle, L-1148 Luxembourg to 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach and consequently resolved to amend article 2, first paragraph, of the Company's articles of association which shall henceforth read as follows:

"The Company will have its registered office in the municipality of Schuttrange, Grand Duchy of Luxembourg."

The Shareholder further resolved to amend article 2, second paragraph, of the Company's articles of association which shall henceforth read as follows:

"The registered office may be transferred to any other place within the municipality of Schuttrange by a resolution of the Board of Managers (as defined below)."

*Second resolution*

The Shareholder resolved to amend the number of members mandatorily required for the composition of the Company's board of managers and consequently resolved to amend article 9, paragraph 1, of the Company's articles of association which shall henceforth read as follows:

"The Company shall be managed by up to seven (7) managers who need not be shareholders themselves (the "Manager (s)") who shall form a board of managers (the "Board of Managers") composed of up to two (2) managers to be qualified as the "Nitrogen Manager(s)", up to three (3) managers who will be qualified as the "A Manager(s)", up to one (1) manager to be qualified as the "B Manager" and up to one (1) manager who will be qualified as chairman of the Board of Managers (the "Chairman")."

### Expenses

The amount of the costs, expenses, fees and charges, of any kind whatsoever, which are due from the Company or charged to it as a result of this deed are estimated at approximately nine hundred Euro (EUR 900.-).

The undersigned notary who knows and speaks English, stated that on request of the appearing parties, the present deed has been worded in English followed by a French version; on request of the same parties and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg, by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such proxyholder signed together with the undersigned notary, this original deed.

### Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le vingt-neuf mars.

Par-devant Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Rambrouch (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

- Actavis Equity S.à r.l., ayant son siège social à 16, rue Jean l'Aveugle, L-1148 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 152.924 (l'«Associé»), représentée par Me Manfred Müller, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg le 22 mars 2011; laquelle procuration, signée par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte.

L'Associé requiert le notaire de prendre acte que:

I. L'Associé est l'associé unique d'Actavis New S.à r.l. (la «Société»), une société à responsabilité limitée régie par les lois du Luxembourg, ayant son siège social à 16, rue Jean l'Aveugle, L-1148 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, constituée suite à un acte de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, le 28 April 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1080 datant du 22 mai 2010, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 152.925. Les statuts de la Société ont été modifiés la dernière fois le 18 janvier 2011 par un acte du notaire soussigné, pas encore publié.

II. Le capital social émis de la Société est fixé à douze mille quatre cents euros (EUR 12.400,-), divisé en douze mille quatre cents (12.400) parts sociales, chacune ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) et qui sont toutes entièrement libérées.

III. L'Associé a reconnu être pleinement informé des résolutions adoptées sur la base de l'ordre du jour suivant:

#### Ordre du jour:

1 Transfert du siège social de la Société de son adresse actuelle au 16, rue Jean l'Aveugle, L-1148 Luxembourg au 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, et modification subséquente de l'article 2, premier et deuxième paragraphes, des statuts de la Société;

2 Modification du nombre des membres nécessairement requis pour la composition du conseil de gérance de la Société et modification subséquente de l'article 9, paragraphe 1, des statuts de la Société;

3 Divers.

L'Associé requiert le notaire de prendre acte des résolutions suivantes:

#### Première résolution

L'Associé a décidé de transférer le siège social de la Société de son adresse actuelle au 16, rue Jean l'Aveugle, L-1148 au 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach et a décidé par conséquence de modifier l'article 2, premier paragraphe, des statuts de la Société qui aura dorénavant la teneur suivante:

«Le siège social de la Société est établi dans la commune de Schuttrange, Grand-Duché de Luxembourg.»

L'Associé a décidé par ailleurs de modifier l'article 2, deuxième paragraphe, des statuts de la Société qui aura dorénavant la teneur suivante:

«Le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la commune de Schuttrange par une décision du Conseil de Gérance (comme défini ci-dessous).»

#### Deuxième résolution

L'Associé a décidé de modifier le nombre des membres nécessairement requis pour la composition du Conseil de Gérance de la Société et décidé par conséquence de modifier l'article 9, paragraphe 1, des statuts de la Société qui aura dorénavant la teneur suivante:

«La Société est gérée et administrée par sept (7) gérants au maximum qui n'ont besoin d'être des associés eux-mêmes (les «Gérants») qui forment un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance») composé par deux (2) gérants (au maximum) qui seront qualifiés de «Gérant(s) Nitrogen», trois (3) gérants (au maximum) qui seront qualifiés de «Gérant(s) de Catégorie A», un (1) gérant (au maximum) qui sera qualifié de «Gérant de Catégorie B» et un (1) gérant (au maximum) qui sera qualifié de président du Conseil de Gérance (le «Président»).»

#### Dépenses

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, de quelque nature que ce soit, qui sont dues par la Société ou à sa charge en raison du présent acte sont estimés à environ neuf cents euros (EUR 900,-).

Le notaire soussigné qui connaît et parle la langue anglaise, a déclaré par la présente qu'à la demande du comparant, le présent acte a été rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; à la demande du même comparant et en cas de divergence entre les textes anglais et français, le texte anglais primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé, avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé : M. Müller, DELOSCH.

Enregistré à Redange/Attert, le 31 mars 2011. Relation: RED/2011/700. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): KIRSCH.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Rambrouch, le 27 avril 2011.

Référence de publication: 2011057009/123.

(110064551) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 avril 2011.

#### **Deka:, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion de Deka modifié au 01.07.2011 a été déposé au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Deka International S.A / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2011076577/11.

(110084504) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2011.

#### **Deka-BF EuroRenten Total Return, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion de Deka-BF EuroRenten Total Return modifié au 01.07.2011 a été déposé au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Deka International S.A / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2011076578/11.

(110084509) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2011.

#### **DekaLuxTeam-GlobalSelect, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion de DekaLuxTeam-GlobalSelect modifié au 01.07.2011 a été déposé au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Deka International S.A / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2011076579/11.

(110084513) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2011.